

DEBOUT LES DAMNÉS DE LA TERRE

Les retraites au régime. Pages 2 et 3.

Le Manifeste

Journal communiste

n°0 - sept. 2003

GROUPONS-
NOUS
ET DEMAIN

Le courant révolutionnaire aujourd'hui.

Pages 10 et 11

UN NOUVEAU JOURNAL COMMUNISTE

ÉDITORIAL

Qu'est-ce que *Le Manifeste* ? *Le Manifeste* est un nouveau journal communiste qui se veut ouvert et combatif, unitaire et révolutionnaire. Ce n'est pas le journal d'un des nombreux groupes organisés qui existent, mais un lieu de rencontre, un espace de convergence, un organe de débats et de réflexion, un outil possible pour l'union et l'action. Ceux qui ont pris l'initiative de sa création sont des militants, politiques et syndicaux, des journalistes, des intellectuels. Certains sont membres du Parti communiste français, d'autres ne le sont pas ou plus. Ce n'est pas pour eux raison de s'opposer ou de s'ignorer.

Ce qui rassemble les uns et les autres, c'est la volonté, en toutes circonstances, de se placer du point de vue des intérêts de la classe ouvrière, telle qu'elle est aujourd'hui, du peuple. C'est à leurs yeux ce qui fait l'utilité, la nécessité d'une force communiste.

Convaincus que le capitalisme n'est pas le fin mot de l'histoire humaine, ils n'ont pas renoncé à la perspective du socialisme et du communisme, qui pour eux se confond avec la démocratisation la plus radicale de tous les domaines de la société.

Face à la mondialisation ultra-libérale et guerrière, face à la construction capitaliste de l'Europe, ils n'entendent pas renoncer à l'indépendance des nations et à la souveraineté des peuples.

Considérant que l'impérialisme, à son stade actuel, menace tous les peuples du monde et la vie elle-même sur la Terre, ils se prononcent pour une nouvelle internationale.

Le Manifeste ne sera pas l'organe de telle ou telle chapelle. Ce n'est pas un engin de guerre qui viserait les organisations et les journaux qui existent, en particulier *L'Humanité*. Il ne serait d'ailleurs pas sérieux de dire qu'un mensuel peut affaiblir un quotidien. *Le Manifeste* ne sera pas non plus le moyen de promotion de tel ou tel. C'est un nouveau titre dans la pres-



se communiste de ce pays. Un journal mensuel qui démarre sans soutiens financiers ni institutionnels. Mais cette indépendance, qui du point de vue économique est un terrible handicap, peut se révéler à l'usage un atout précieux et faire son utilité.

Le Manifeste vivra si les communistes s'en emparent. Il vivra si des centaines de lecteurs, de diffuseurs, de correspondants locaux, dans les quartiers et les entreprises, en font leur propre journal.

Vous avez entre les mains ce premier numéro qui est un numéro 0. Tout est possible. Écrivez-nous. Faites-nous part de vos idées, de vos critiques, de vos propositions.

Ensemble, faisons vivre *Le Manifeste* !

Francis Combes, André Gerin, Freddy Huck

LE MONDE
VA CHANGER
DE BASE

Cuba, hasta la victoria siempre ?

Pages 6 et 7

Irak : Étatsuniens go home !

Page 9

LA RAISON
TONNE EN
SON CRATÈRE

Actualité de la notion de révolution par Georges Labica.

Page 12

IL N'EST PAS
DE SAUVEUR
SUPRÊME

Staline, un cadavre dans le placard par Denis Fernández Recatalá.

Page 13

NOUS NE
SOMMES RIEN
SOYONS TOUT

Neruda... *Presente* !

Page 15

DOSSIER

CUBA, l'île isolée ?

Les négationnistes ou...
...la vengeance est un plat qui se mange froid

La Retraite au régime

REPAIRES

Taux d'activité

En France le taux d'activité passe de 86,2 % pour les 25-34 ans, à 75 % pour les 50-54 ans et à 48 % pour les 55-59 ans (dispositifs de cessation anticipée d'activité et de pré-retraite) en 2000. La même année, les licenciements économiques touchent 30 % des salariés de 50 ans et plus alors qu'ils ne représentent que 18 % du salariat.

Les retraités

En France, les plus de 60 ans seront 18 millions en 2020 et près de 22 millions en 2040. Leur part relative dans la population totale passerait de 24 % aujourd'hui à 36 % en 2040. Le rapport des 60 ans et plus sur les personnes de 20 à 60 ans passerait de 0,38 en 2000 à 0,73 en 2040. Et, sur cette base, le rapport retraités/cotisants passerait de 0,4 en 2000 à 0,8 en 2040 soit une multiplication par deux.

La part des retraités dans le PIB

Les travaux du Conseil d'orientation des Retraites montrent qu'avec la multiplication par deux du ratio retraités/cotisants, la part des dépenses de retraites dans le PIB devrait passer de 12,6 % en 2000 à 18,6 % en 2040, soit un accroissement de 50 % représentant six points de PIB.

Dégradation des retraites

La réforme Balladur a entraîné une dégradation du pouvoir d'achat des retraités d'au moins 12 % depuis 1993 et sa montée en charge définitive apporterait une dégradation entre 20% et 30% d'ici 2040.

Avec la loi Fillon

La durée de cotisation constitue la variable centrale du projet Fillon. Elle serait portée, au prétexte de l'équité, à 40 ans pour le secteur public en 2008 comme pour le privé, puis à 41 ans pour tous en 2012 et 42 ans en 2020 (soit 168 trimestres de cotisation). Donc, tout le monde en pâtirait, alors qu'il aurait fallu revenir à 37 ans et demi pour tous et garantir l'âge de la retraite à 60 ans.

Ces informations sont extraites de l'ouvrage Les Retraites, des luttes immédiates à une réforme alternative, coordonné par Catherine Mills et Paul Boccarda et publié en septembre 2003 aux Temps des cerises, éditeurs.



Parce qu'ils préféreraient leurs profits à leur patrie, nombreux furent les patrons qui se livrèrent aux délices de la collaboration avec l'occupant nazi. Plutôt Hitler que le Front Populaire.

Hélas ! cinq ans plus tard l'Allemagne nazie vaincue, les patrons de France ont perdu la guerre. Maintenant les communistes étaient partout, jusque dans les ministères où ils donnaient des ordres, inventaient des institutions qui mèneraient à la ruine du pays ou, plutôt, des patrons.

Tétanisés par tant d'infortunes, les patrons assistèrent sans réagir aux premières mesures de la Libération, comme les nationalisations ou cette Sécurité Sociale qui étaient pour eux, pire que la bête de l'Apocalypse, signe de la fin de leur monde. Les patrons sont plus rancuniers que la Mule du Pape. Quand on leur a fait peur, ils ne pardonnent pas, aussi longtemps que ne viendra pas le temps de la vengeance. Or, il n'y aura de vengeance valable que dans l'aneantissement de tous les « progrès sociaux » du Front Populaire et de la Libération, que ce soit comme si ça n'avait jamais existé. Le négationnisme, en somme. Les patrons attendent.

Faute de pouvoir la faire sauter toute entière, ils ne laisseront jamais passer l'occasion de grignoter comme des rats des petits morceaux de cette Sécu à laquelle les travailleurs restent très attachés en dépit de ses incohérences bureaucratiques, parce qu'elle les libère de la ter-

reur de la maladie qui jette dans la misère plus sûrement encore que dans la mort. Guérir un travailleur de l'angoisse du lendemain, c'est lui donner un peu plus de liberté et les patrons préférèrent les travailleurs enchaînés à la précarité. En plus, la Sécu ça fait beaucoup d'argent qui échappe à la gestion

patronale et c'est inacceptable. Enfin, la Sécu qui, jusqu'au cœur du capitalisme, a le culot d'afficher un programme hérétique : « de chacun selon ses besoins », c'est le terrible spectre du socialisme qui venait hanter leurs nuits.

La société se laissait doucement paralyser par sa sclérose en plaques, quand intervint Monsieur Catastrophe qui se fit élire Grand Chef en multipliant des promesses qu'il savait ne pas devoir tenir. Et puis, un jour, il lui prit le caprice de dissoudre l'Assemblée où il avait

qu'elle venait de renverser par inadvertance.

« L'escroc plutôt que le facho »

La politique avait tout à coup versé dans une comédie bouffe. Ce gouvernement de « gauche », loin de combattre le capitalisme cherchait à le séduire. Il ne se contentait pas de gérer loyalement le capitalisme, il en devenait un zélé serviteur. Le capitalisme qui a ses domestiques attirés ne se laissa pas séduire par leurs doubles. Quand vint le moment de se choisir un nouveau Grand Chef, ce fut l'apothéose de la confusion. Le sous-chef qui brigua la succession, fidèle à sa tactique de séduction, proclama que son programme n'était pas socialiste. Ceux qui se flattaient de savoir pour

bien de chez nous de dire merde à celui par qui nous nous sentons trahis.

Ce furent quinze jours de stupeur et de folie où l'on vit d'interminables cortèges de jeunes gens et, parfois, de moins jeunes, voire de carrément jeunes évoquant leur jeunesse antifasciste, qui parcourraient les rues de nos villes au cri de « L'escroc plutôt que le facho ! ».

Ce fut l'escroc qui fut choisi avec une majorité jamais vue parce que, plus de la moitié de ses électeurs avaient moins voté pour lui que contre l'autre. La France venait de connaître sa première OPA inamicale sur le suffrage universel.

Voilà que, plus de cinquante ans après l'outrage de la Libération, le temps de la vengeance avait sonné. Mais il fallait faire vite. Cette majorité colossale reposait sur les pieds d'argile du malentendu et

Paroles de gréviste

Au cœur du conflit de mai juin 2003 et pour tenter de désamorcer un mouvement de grande ampleur, la direction de la SNCF a essayé de dire aux cheminots qu'ils n'étaient pas concernés par la réforme des retraites !

Plusieurs membres du gouvernement avaient d'ailleurs annoncé le contraire dans un premier temps puis étaient soudains devenus muets. Par quel tour de magie les cheminots et leur régime particulier seraient-ils épargnés par une réforme générale ? C'est pourtant ce que la direction a demandé à ses cadres de transmettre sur le terrain au risque de leur faire perdre toute crédibilité.

Il est plus sérieux de regarder la réalité, à commencer par le fait que le régime de retraite des cheminots dépend de la solidarité nationale du fait de la baisse considérable des effectifs dans les années 1950 à 1980. Les

cheminots l'ont d'ailleurs parfaitement compris et se sont résolument engagés dans le mouvement social. En toute objectivité, tous les spécialistes savent que les mesures Balladur cumulées avec celles du gouvernement Raffarin feront perdre 20% à 30% du montant des retraites du privé comme du public.

Le MEDEF et le gouvernement ne sont pas à une contre vérité près : ils savent aussi qu'en 40 ans les richesses créées vont doubler, même avec une croissance faible. Mais admettre cela, c'est admettre qu'une autre alternative est possible, cela signifie qu'en augmentant les cotisations patronales on peut sauver le système par répartition !

Dans les entreprises du secteur public comme dans l'industrie privée, seule l'action peut l'imposer. C'est l'enjeu des prochains mois.

Christian Houpin Cheminot

une majorité en béton. Le peuple ébahi n'y comprit rien. Il crut que c'était pour rire alors, puisqu'on rigolait, il envoya l'opposition au pouvoir. Celle-ci, qui se prétendait de gauche, prise au dépourvu, ne sut rien faire d'autre que de poursuivre la politique de la droite

qui voter, se firent plus rares que ceux qui savaient pour qui ils ne voteraient assurément pas. Alors ils ne votèrent pas ou ils votèrent « contre », en mettant dans l'urne le bulletin d'un candidat dont ils savaient qu'il n'avait aucune chance d'être élu, ce qui est une manière

l'on pouvait toujours craindre qu'une fois de plus le Grand Chef Catastrophe fit le jacques et gâchât une situation en or qu'on ne retrouverait pas de sitôt.

Tous nos ministres du jour peuvent se donner des titres, jouer les chefs, ils ne sont que les régisseurs du

ENTRETIEN AVEC CHARLES HOAREAU

Militant syndicaliste et animateur d'un des groupes qui constituent Convergence Communiste.

Réalisé par Marie-Catherine Andreani

domaine, des salariés, des subalternes. Ils ne sont pas les patrons ; les patrons, ce sont les patrons. Aussi quand le Président des patrons sonna la fin de la récréation en tapant sur la table et en grondant : « Que diable ! vous avez montré assez d'énergie à défendre la paix en Irak, au risque de causer des désagréments économiques ou commerciaux ! Il faut maintenant en montrer autant pour réformer les retraites ». Ils rectifièrent la position et se mirent au boulot.

Ça n'était pas un boulot commode. Comment faire prendre des vessies pour des lanternes à un peuple entier ? Comme il se devait, Fillon sortit en tête de la tranchée, pistolet au poing. Sa première saveur eut de quoi étonner. Du haut de la tribune de l'Assemblée nationale, un ministre de la V^e République gaullienne tenait un discours pétainiste, accusant le Front Populaire, avec ses quarante heures et ses congés payés, d'avoir conduit la France à la défaite de 1940. Pour lui non plus la Libération n'a pas eu lieu. Après ce pré-

comme s'il n'y avait pas trois millions de chômeurs déclarés qui ne cotisent pas, et des millions de bas salaires qui cotisent peu, et des millions d'emplois à temps partiel qui cotisent partiellement, et des millions d'emplois précaires qui ne cotisent que de

Faire croire qu'il y a pénurie de main d'œuvre en France

temps en temps. Faire croire qu'il y a pénurie de main d'œuvre en France est un mensonge absurde. Si cette pénurie existait, y aurait-il tant de chômage ? La vérité, le MEDEF l'avait déjà dite alors qu'il s'appelait encore CNPF, c'est sa volonté de diminuer le coût du travail. L'allongement de la durée de cotisation ne cherche pas tellement à réduire la durée de la retraite. Son but inavouable c'est de rendre plus difficile la validation de tous les droits. Les années manquantes vont sévèrement grever le niveau de la retraite et les futurs retraités, ceux du moins qui en auront les moyens, chercheront à se constituer un complément par capitalisation d'autant qu'ils peuvent toujours craindre d'être balancés avant l'âge. La répartition ne capitalise pas. La cotisation dès qu'elle est versée est dépensée pour payer les

Le capital est devenu boulimique

retraites. Or le capital est devenu boulimique de capital, il lui faut en avaler toujours plus, au risque de l'obésité. La retraite par capitalisation qui accumule le capital va révéler, comme en Amérique, de nouveaux magots à piller, de nouvelles cavernes d'Ali Baba où puiser les capacités de spéculation financière qui manquent pour consolider le taux de profit que la production ne suffit plus à assurer. Nos patrons prédateurs s'approprient déjà à s'envoyer une tranche de fond de pension froid avec un grand verre d'eau glacée du calcul égoïste !

Bernard-G. Landry



Dans la présentation du mouvement de grèves contre la réforme des retraites, on a l'impression qu'il y a eu une volonté de dresser le privé contre le public. Qu'en penses-tu ?

Charles Hoareau : Il y a eu volontairement en effet d'isoler les salariés du secteur public. Mais cela n'a pas eu lieu, ni sur Marseille, ni dans le reste du pays.

Sur Marseille, la question qui a été posée d'emblée n'a pas été centrée que sur les retraites. La question posée a été celle de la protection sociale dans son ensemble, car au-delà des retraites, c'est le choix de société qui s'est imposé. Et ce sont les plans Fillon/Balladur qui ont été rejetés.

Ce qui est en jeu aujourd'hui est la mise à mort du salaire socialisé, car ce sont des milliards qui échappent au profit. L'argent que l'on verse à la sécurité sociale ou que l'on verse aux assurances est toujours de l'argent versé ; c'est lorsqu'il échappe au patronat qu'il pose problème. Dans un cas, c'est le patron qui gère, dans l'autre cas, il s'agissait d'une gestion ouvrière qui s'effectuait par le biais d'un Conseil d'administration, avec participation de salariés élus.

Mais à présent, les mesures qui viennent d'être prises dans le cadre des retraites par capitalisation vont détruire l'idée de solidarité. Dorénavant, s'assurera qui peut.

Comment cette réforme va-t-elle s'appliquer ?

C.H. : L'argument avancé par la droite, c'est qu'il faudra davantage d'argent à l'avenir pour financer les retraites, l'espérance de vie augmentant et le déficit démographique existant bel et bien. Mais ce qu'il faut retenir, c'est qu'à l'avenir il sera plus facile de financer les retraites qu'aujourd'hui. Grâce à l'accroissement de la productivité, il faudra moins de temps pour produire que par le passé. Et le PIB double tous les 40 ans. En chiffres, la part qui restera des profits réalisés par le travail des salariés et à distribuer sera plus grande et résout tous les problèmes évoqués.

Mais les mesures prises par le gouvernement Raffarin visent à ce que le patronat garde la maîtrise des richesses. En fait, depuis 1981 la gauche au pouvoir n'a rien fait pour protéger la sécurité sociale des travailleurs en se réappropriant par exemple les mesures de 1947 où la sécurité sociale était divisée en 5 branches : famille, vieillesse, maladie, accidents du travail et chômage. Les mesures Balladur n'ont pas été abrogées par la gauche. Aucun des groupes à l'Assemblée nationale ne se propose d'abroger la loi Fabius. Or la protection sociale est un enjeu de société fondamental. Les plus de 10 000 morts de cet été font bien partie du débat : retraites et santé sont des choix de société ! Le rôle d'une organisation politique révolutionnaire telle que nous essayons de la construire sera de poser ces questions, non pas pour dicter aux organisations syndicales ce qu'elles ont à faire, mais pour tenter d'éclairer ce que dissimulent ces attaques de la droite contre le monde du travail.

En effet, parler de la protection sociale sans parler des choix européens qui ont été faits à Barcelone par Jospin et par Chirac, c'est passer sous silence les attaques contre le service public, contre la protection sociale, la décentralisation telle qu'elle se met en place. À Marseille, nous avons mis l'accent sur l'interaction entre l'économique et ces enjeux de société.

Quelle crédibilité accorder aux promesses d'une retraite minimale à hauteur de 85 % du SMIC ?

C.H. : C'est une garantie qui ne fait pas illusion. D'autant qu'il y a plusieurs SMIC depuis la loi des 35 heures. C'est une déclaration qui a servi à la droite à valider son passage en force, et sans doute aidé la

CFDT. Et puis, cette garantie est difficilement applicable.

Aucun gréviste ni aucun manifestant n'a fait confiance à ce type de déclaration. Pas plus qu'ils n'ont délégué au politique.

Comment s'est déroulée la mobilisation à Marseille ?

C.H. : Elle a été d'une ampleur jamais vue. C'est à mon sens le plus fort ratio de manifestants par rapport aux grévistes. Toutes les grèves ont été militantes : les grévistes ont été actifs et ont participé aux assemblées générales. Elles ont touché aussi bien le secteur public que le privé. Et il y a eu plus d'arrêts de travail dans le privé que dans le public.

Les manifestants ont d'entrée de jeu posé la question de la protection sociale : Quelle protection sociale on veut ? Et par là, quel type de société on veut ? La mobilisation n'a pas tenu compte du calendrier des débats et des négociations ; les gens étaient dans la rue dès le mois de janvier. Il y a eu des manif chaque mois. Et les gens ont fait le lien immédiatement entre décentralisation, retraite et emplois et salaires. Chacun venait avec son propre cahier de revendications. Et les gens se rencontraient pour partager leurs expériences. Pour illustrer le climat qui prévalait : je distribuais des tracts politiques devant un bureau de poste. Tous les postiers ont voulu que j'entre et que je participe à leur assemblée générale !



Le gouvernement a réussi à imposer sa réforme. Faut-il pour autant se désespérer ?

Tout d'abord, ce n'est pas parce qu'une loi est votée qu'elle est applicable. Ensuite, le gouvernement risque de se heurter au problème du financement des réformes engagées. Et puis, le mouvement social n'est pas parti pour s'arrêter.

À ton avis, que va-t-il se passer à la rentrée ?

C.H. : Je ne sais pas. Et il est toujours hasardeux de prédire quelque chose. Pour autant, je sens que les gens autour de moi sont déterminés. Ils ne délèguent pas, ni aux politiques, ni à personne. Ils veulent choisir leurs formes d'action. Ils refusent cette société à l'américaine qu'on veut leur imposer. Par exemple, je suis allé au Larzac cet été. Ce qui ressortait des discussions que j'ai suivies, c'est l'idée que le capitalisme est foutu. Qu'il faut faire autre chose. Que la gauche institutionnelle est décrédibilisée parce qu'elle ne se situe pas sur le terrain de l'anticapitalisme.

C'est de notre responsabilité que de rendre crédible notre alternative.

Pour lui non plus la libération n'a pas eu lieu

ambule aux relents putrides, Fillon, un peu étourdi par tant d'infamie, se laisse aller à dire presque la vérité : qu'il y aura concertation mais pas négociation parce qu'il n'y a rien à négocier. Si l'on veut sauver la retraite par répartition, il n'y a pas d'autre solution que celle du gouvernement : payer plus longtemps et toucher moins parce qu'il y a moins d'actifs du fait que les retraités vivent trop vieux. Circulez, il n'y a rien à voir !

Lui, en effet, et les siens ne virent rien, n'entendirent rien, comme si n'existaient pas ces centaines de milliers de manifestants dans les rues de France. Et la majorité à l'Assemblée, muette, au garde-à-vous, vota la loi sans en changer une virgule.

Comme si l'augmentation de l'espérance de vie était une catastrophe nationale,

CHAUD SHOW DE L'ÉTÉ

Le mot de l'été : « canicule »

Le mot canicule vient du latin « canicula », petite chienne. C'est le nom que l'on donnait dans l'Antiquité à l'étoile Sirius. Cette petite chienne d'étoile, qui faisait partie de la constellation du « grand chien » était (et est toujours) la plus brillante dans le ciel. Pour les astronomes la canicule était la période où Sirius, vue d'Égypte, se lève et se couche en même temps que le soleil, période qui marque le début de l'été. D'où, par extension, le mot canicule a fini par désigner une période d'intenses chaleurs. À cette étoile, nous devons une expression qui fleurissait autrefois dans la presse écrite, mais n'est plus trop usitée aujourd'hui : « le point de vue de Sirius ». Adopter le point de vue de Sirius, c'est regarder les choses de loin, de si loin qu'on n'a pas à prendre parti... Mais à propos de la canicule, comme des autres sujets de l'actualité, il est clair que Le Manifeste n'adoptera pas le point de vue de Sirius.

Un temps de chien

La canicule cet été en France a été un vrai temps de chien, un temps à ne pas mettre un chien dehors. Ni un humain. Les après-midis, impossible de faire autre chose que la sieste. Pour les malheureux qui restaient au travail, il eut fallu imposer au patronat cette revendication : les deux heures de sieste obligatoires. Mais ce qui n'aurait dû n'être qu'un moment de grande chaleur qui aurait pris place dans les mémoires aux côtés de l'été 76, s'est transformé, à la faveur des incendies et de la vague de décès, en drame national. Bien sûr, les grands qui nous gouvernent ne sont pas responsables des aléas de la température. Et chaque été connaît ses incendies et ses décès. Mais ce que révèle cet été (s'il était besoin d'événements particuliers pour le révéler) ce sont les conséquences catastrophiques qu'ont entraînées les politiques d'austérité appliquées aux services publics par les gouvernements successifs, qu'ils soient de droite ou de la gauche plus ou moins plurielle.

Santé

11 435 morts de plus qu'en temps ordinaire, selon les pompes funèbres générales. 11 400 morts supplémentaires pendant les quinze premiers jours d'août, selon la commission d'enquête du gouvernement, essentiellement parmi les personnes âgées, vivant isolées ou dans des établissements spécialisés. Cette hécatombe met en lumière au moins deux problèmes. Tout d'abord, l'insuffisance criante de lits dans les hôpitaux. À force de toujours calculer au plus juste, de toujours rogner sur les dépenses, on finit par être incapables de faire face à la moindre situation un peu exceptionnelle. Une simple saute d'humeur du thermomètre, dans un sens ou dans l'autre, se change en catastrophe. Ensuite, le scandale que constitue dans notre société la situation des personnes les plus âgées, lesquelles souvent sont livrées soit à la solitude, soit aux marchands de soupe qui font de l'argent sur le dos des familles. Compte tenu du vieillissement de la société et de l'augmentation du nombre des personnes âgées, ce problème est appelé à prendre de plus en plus d'importance. Les communistes et les progressistes devraient y réfléchir pour que soit menée une autre politique envers le quatrième âge.

Chômage : du bon travail !

Décidément, ce gouvernement est doué pour les statistiques. (Enfin... certaines. Parce que pour ce qui est des morts de l'été...). Dernier exploit en date : à fin août, dans un climat économique pourtant peu encourageant et marqué par l'annonce de nouvelles vagues de licenciements, la France compterait 5000 chômeurs de moins ! Petit « détail » : dans le même temps on apprend que les services de l'ANPE ont profité de l'été pour radier 15 000 personnes des listes de demandeurs d'emploi. Tous ceux qu'ils n'ont pas réussi à joindre en juillet ou en août ! Car il est bien connu que les chômeurs n'ont pas le droit de partir en vacances. Avec de telles méthodes, la situation ne va pas manquer de s'améliorer.

L'image de la Corse que transmettent les télévisions françaises est à la fois désastreuse et schizophrène : incendies volontaires, violences, attentats, etc...

Lettre de Corse

Des millions de touristes français et étrangers vont chaque été en Corse constater que l'insécurité quotidienne est bien moindre que dans les grandes agglomérations françaises. On y parle peu des réalités essentielles de l'île : le sous-développement économique (une seule entreprise qui dépasse 100 salariés !) et ses conséquences : chômage, émigration forcée et clientélisme politique. Les Corses sont massive-

ment « non » et ont infligé aux politiciens de droite et de gauche (UMP, PS, Verts, Nationalistes) qui disaient oui, un cinglant désaveu. Mais, cela fait, l'île reste aux prises avec ses problèmes.

La tête de Maure et l'œillet rouge

Après la gifle du référendum, Sarkozy se répand en déclarations sécuritaires, pour faire oublier son alliance ratée avec les

élus de la droite insulaire, qui utilisent et contrôlent le désastreux état social et politique de l'île, le savent bien : les jeunes émeutiers nationalistes d'Ajaccio le soir du 19 juillet, ne sont pas plus « mafieux » que Berlusconi ou quelques autres chefs d'État ; ce sont souvent des « chômeurs diplômés » comme l'île en compte beaucoup, désespérés, et malheureusement convaincus par le passé que la violence spectaculaire per-

lyses de dirigeants parisiens qui ne connaissent et ne comprennent pas grand-chose à la réalité de l'île. Dans une organisation communiste conséquente, les conférences de presse des élus ne doivent pas remplacer l'expression régulière du Parti et de ses militants.

Le PCF de Haute-Corse a dénoncé une nouvelle fois avec courage « le terrorisme qui enfonce la Corse dans une impasse » (*Corse Matin* du 27/07/03). Les insultes que cela lui a valu de la part du journal nationaliste *U Ribombu* (il a assimilé les communistes à Doriot) montrent bien que l'argument a touché juste : ceux qui manipulent les clandestins et les explosifs sont d'abord des politiciens d'extrême droite et doivent être combattus comme tels.

Les communistes corses ont un grand rôle à jouer : indiquer le chemin de la lutte contre le clientélisme et la spéculation, contre la xénophobie, la violence et l'exploitation, pour le service public et le développement économique, pour le respect de la culture et de l'identité corse dans la nation française ; ils sont les seuls comme il y a 60 ans à la tête de la résistance antifasciste à pouvoir montrer qu'une autre société que celle viciée par le capitalisme est possible en Corse et ailleurs. Il faut, selon la formule de Jean Nicoli, mort en 1943 pour son idéal communiste, porter haut « la tête de More et l'œillet rouge ».

U Sumeru Rossu
Ajaccio le 15 août 2003



ment attachés à la France, tous les sondages le disent, et en même temps à leur identité, très forte comme dans toutes les grandes îles de Méditerranée. Et en Corse, les salariés se battent pour mieux vivre : le mouvement social pour la défense des retraites et du service public, y a été très fort en mai-juin 2003. Messieurs Raffarin et Sarkozy, chahutés à Bastia, l'ont appris à leurs dépens. Quand Chirac et ses seconds ont voulu y faire approuver par référendum la régionalisation prévue dans l'Europe capitaliste fédérale (avant de l'imposer au reste de la France), les salariés en lutte ont fait gagner le

minorités nationalistes de l'île. Va-t-on reprendre les vieilles recettes qui ont fait la preuve de leur nocivité du temps des Debré et Pasqua ? La répression au hasard et parfois sans preuve a pour seul résultat de susciter la solidarité pour les emprisonnés nationalistes, et la négociation en sous-main avec d'autres justifient les attentats. Contrairement à ce que clame le ministre chiracien de l'Intérieur, les Nationalistes corses ne se divisent pas en gentils modérés et méchants « mafieux » qu'il suffirait d'embastiller : on ne résout pas un problème politique et social par des mesures de police. Les

met d'obtenir plus de l'état que le débat démocratique. Ces jeunes, aucune force politique n'a été pour l'instant en mesure de les convaincre : ni les politiciens de droite, et de gauche, englués dans le « clanisme » et l'affairisme ; ni les communistes réduits à un PCF en crise autant que sur le continent, et délaissé par beaucoup de militants écœurés par les dérives réformistes ; trop souvent le PCF en Corse se limite à répercuter les



TRÈS SHOW...

Services publics : c'est chaud !

Sécurité civile et pompiers : il a fallu l'aide des pompiers russes et algériens pour combattre les incendies du midi. On peut (et on doit sans doute) se réjouir de l'internationalisme des soldats du feu et de la solidarité qui s'est manifestée en cette occasion. En d'autres circonstances, les pompiers français ont su prêter main forte à leurs collègues étrangers. Mais cela ne peut pas faire oublier que les principaux responsables des pompiers avaient alerté quant à l'insuffisance des mesures prises pour prévenir de tels incendies et y faire face.

Électricité

L'EDF qui a longtemps été (et reste en temps normal) exportatrice d'électricité vers d'autres pays d'Europe, a dû importer de l'électricité, notamment d'Espagne. Le grand public a appris à la faveur de cette situation qu'il existait d'ailleurs une Bourse à l'électricité, où se négocie, quotidiennement, le prix du courant, ce produit vital que l'on ne peut pas stocker. Bien sûr, la France n'est pas encore dans la même situation que les États-Unis où le système des compagnies privées a abouti au cours de l'été à cet exploit : priver pendant plusieurs jours, dans le partie de la planète réputée la plus développée, cinquante millions de personnes d'électricité. Mais cela nous donne une idée de ce qui nous attend si nous laissons faire la privatisation d'EDF.

Le capitalisme nuit gravement à la santé !

Depuis le début de l'été, des inscriptions en gros caractères noirs sur fond blanc sont apparues sur les paquets de cigarettes. « Fumer tue »... « Fumer nuit gravement à votre santé et à celle de votre entourage »... et même « Fumer peut nuire aux spermatozoïdes et réduit la fertilité » ! La mise en garde est grossière et insultante.

Faudra-t-il bientôt que les fumeurs se promènent dans la rue avec une étoile ou tout autre signe distinctif épinglé au revers du veston ? Cette campagne participe d'une dérive qui consiste à prendre les gens pour des imbéciles. Sous couvert de « sécuriser » tous les domaines de la vie sociale comme de la vie privée, on infantilise la population à qui on ne cesse de ressasser de manière lancinante des conseils du plus élémentaire bon sens. Du coup, il n'est pas sûr que cela contribue à responsabiliser les individus... Il se peut même que cela suscite des réactions inverses et que fumer soit bientôt perçu comme un acte de résistance.

Déjà avant l'été, il avait été décrété que les buralistes ne pourraient désormais plus vendre de tabac aux jeunes de moins de seize ans ! Ce qui devrait conduire les membres de cette profession à se changer en policiers et à procéder à tout bout de champ à des contrôles d'identité...

En complément de cette campagne de culpabilisation des fumeurs, le gouvernement frappe à la caisse. Le prix des cigarettes a en effet été augmenté en moyenne de 30% depuis le début de l'année.

L'État (et ceux qui approuvent ces mesures) n'ont-ils jamais entendu parler de la « prohibition » aux États-Unis ? Aujourd'hui en France, comme hier aux USA, l'effet le plus sûr de ce genre de « prohibition » caractéristique du retour à un douteux « ordre moral » est de favoriser le développement de la contrebande et des trafics en tout genre. Au lieu d'affronter la question de la légalisation du cannabis, et d'engager un véritable débat sur ce sujet avec tous ceux que cela concerne) le gouvernement choisit de livrer un marché bien plus important encore aux trafiquants en tout genre et aux réseaux de « l'économie grise ».

On nous objectera que le tabac est effectivement mauvais pour la santé et qu'il faut bien faire quelque chose. D'accord. Alors faisons figurer aussi à l'entrée de la plupart des entreprises : « l'exploitation nuit à la santé ». Et sur les ANPE : « le chômage tue ». Ou à l'entrée des casernes : « Jeunes gens, attention, l'armée tue ! » Ou encore, faisons placer une grande banderole sur la Bourse avertissant simplement que « le capitalisme est nocif pour la santé de la planète ! »

Deux éléments marquent l'actualité du transport aérien.

Privatiser pour mieux voler ?

Le 21 Août, c'est le dépôt de bilan d'Air Littoral, basée à Montpellier. Frèche, le maire socialiste de cette ville en appelle à l'aide de l'État ! Comme si la liberté de baisser les salaires puis de licencier n'était pas le premier objectif de ceux qui privatisent.

Le second, ce sont les négociations quasi-publiques entre Air France et K.L.M. son homologue néerlandaise. Il s'agirait de rendre discrètement minoritaire la participation de l'État français en échangeant des actions « Air France » contre des actions K.L.M....

Dans un contexte de convalescence boursière, la privatisation d'Air France s'inscrit évidemment dans la logique de Maastricht. En effet, l'Europe du transport aérien est le lieu de toutes les concurrences. Moins de cinq compagnies à vocation universelle devraient y subsister à terme. Avec une parfaite hypocrisie, les organes européens dénie toute manœuvre contre le service public.

Bruxelles organise la jungle

C'est pourtant en prétextant le contexte européen que le Parlement français a, en avril dernier, adopté une loi de privatisation. Et son rapporteur d'expliquer que : « si elle demeurait publique, Air France serait marginalisée (...) les autres États européens n'ont pas fait le choix de privatiser leurs compagnies aériennes pour voir celles-ci rachetées ou dominées par une compagnie d'État étrangère ». En clair, Bruxelles organise la

jungle et les États rognent leurs griffes avant de s'y aventurer. C'est ce qu'on appelle la « gouvernance ».

En engrangeant des bénéfices en 2001 et 2002, Air France fait pourtant mieux que survivre. La

avec le statut public. C'est ce que le propre P.D.G. d'Air France soulignait dans un livre paru... en avril 2002... juste avant de faire volte-face et de prendre position pour la privatisation.

Souvent, le statut privé

coûteuse et privée, elle aussi, chez nos voisins ! Le contexte « concurrentiel » est celui d'un recul social sans précédent pour les personnels. La privatisation aussi. Gaysot et Strauss-Kahn avaient initié le processus, en 1999... 78% des



En 1993 les salariés luttent pour sauvegarder leurs statuts déjà mis en péril...

compagnie s'accroche à la 3^e place européenne. Certes, sa gestion n'est pas à la hauteur des souhaits de ses personnels... En outre, le reste du monde ne fonctionne pas comme l'Europe des quinze. Des accords d'État à État restent nécessaires pour les atterrisages. Il en résulte des bizarreries dans la privatisation. La loi de Robien pourra obliger les actionnaires étrangers à vendre leurs parts. Le capital d'Air France privatisé devra en effet rester majoritairement entre des mains hexagonales !

Gaysot et Strauss-Kahn à l'origine

Depuis 2000, la compagnie n'est que le point de chute français d'une des 4 grandes alliances qui se partagent 60 % du trafic mondial. On peut s'interroger sur le bien-fondé de ce choix. La preuve est faite, en tout cas, qu'il n'est pas incompatible

coûte cher au contribuable. C'est le cas aux États-Unis où le gouvernement a versé 15 milliards de dollars aux mastodontes de l'air depuis fin 2001. C'est aussi le cas chez nous où les gouvernements ont soutenu en pure perte la mal nommée « Air Liberté ». Le dénommé Corbet, P.D.G. de cette compagnie tenait, lui, sa fortune personnelle à l'écart de l'affaire. Un bel exemple de « nouvelle mixité à prédominance sociale » sous la houlette d'un ministre PCF.

Les employés de cette défunte entreprise, eux, sont restés sur le carreau (pardon, sur le tarmac !). Avant eux, ce fut le cas de leurs collègues belges de la défunte Sabena, en faillite depuis 2001. 800 pilotes mis au chômage sur les 1200 professionnels expérimentés que comptait ce pays. Avec, pour les jeunes, une indemnité mensuelle permettant juste de rembourser leur formation (extrêmement

pilotes d'Air France avaient alors accepté d'échanger une baisse de leurs salaires contre des actions. La loi votée en avril programme, elle, la liquidation du statut des salariés de la compagnie dans les deux ans qui suivront la privatisation.

Certes, sur certains itinéraires à certaines dates, les usagers se voient offrir d'alléchantes promotions. On souhaite que les économies ne portent pas aussi sur la sécurité ! Brader la compagnie nationale, c'est enfin se priver de tout moyen d'action sur son « hub », en l'occurrence Roissy : « une plate-forme contrainte, qui risque d'atteindre très rapidement son niveau de saturation environnementale » comme l'écrit joliment le député U.M.P. Favennec. Sûr que des centaines de milliers de riverains apprécieraient l'euphémisme !

Olivier Rubens

Ricardo Alarcon, Président de l'Assemblée nationale cubaine, donne son point de vue

En avril dernier, l'Union Européenne a pris une série de mesures contre Cuba suite aux condamnations à mort et aux emprisonnements décidés par le gouvernement cubain. La France, pour sa part, a suspendu l'application de divers projets de coopération dont la lutte contre le trafic de drogue et invité les « dissidents » à la réception du 14 juillet à La Havane. Ricardo Alarcon, Président de l'Assemblée nationale du Pouvoir populaire livre au *Manifeste* le point de vue de Cuba sur l'ensemble de ces événements.

Interview réalisée par Marie-Dominique Bertuccioli



Ricardo Alarcon, a été militant clandestin de la branche étudiante du « 26 Juillet », le mouvement créé par Fidel Castro contre la dictature de Batista. Il a été ambassadeur de Cuba aux Nations Unies à deux reprises, de 1966 à 1978 et de 1990 à 1992 et a occupé le poste de ministre des Affaires étrangères avant d'être élu en mars 93, Président de l'Assemblée nationale. Profond connaisseur de la société étatsunienne, il a dirigé pour la partie cubaine la négociation des accords migratoires signés en 1984 et de ceux de 1994 et 1995. Il a été chargé du suivi de la bataille pour le retour du petit Elian Gonzalez à Cuba. Il suit particulièrement celle qui vise à la libération de 5 Cubains prisonniers politiques aux États-Unis. Ricardo Alarcon est membre du Bureau politique du Parti communiste de Cuba depuis 1992. Il est allé de nombreuses fois en France.

L'Union européenne adopte-t-elle une attitude indépendante vis-à-vis de Cuba ?

Ricardo Alarcon : Il y a une ironie de l'histoire, bien que l'Europe se soit constituée en union supranationale, elle a, en termes de relations avec les États-Unis, perdu graduellement son indépendance. Alors que l'on pouvait espérer que l'Europe serait un élément d'équilibre dans le monde, paradoxalement, pour le moins en ce qui concerne certaines questions comme Cuba, il y a eu un recul.

Cela a commencé en 1996, au moment où l'Europe a dû réagir face à la loi Helms-Burton. Outre ce qu'elle prévoit pour Cuba, elle porte clairement préjudice aux intérêts européens, ignore les droits et la souveraineté de l'Europe.

La loi Helms-Burton va bien au-delà car elle comporte des sanctions à application immédiate : refus de visas aux proches des chefs d'entreprise ayant des relations avec Cuba, menaces de les traîner devant les tribunaux. L'Europe a oublié toutes ses positions antérieures et est parvenue à une « entente » avec les États-Unis.

La chute du mur de Berlin, la disparition du socialisme réel ont déclenché une offensive de la pensée de droite et placé Cuba en position d'adversaire de politiques qui visent à défendre un modèle qui est en crise, même si cela ne semble pas évident. La position qu'a prise l'Europe est une expression parfaite de suivisme.

La condamnation à mort de trois Cubains, les lourdes peines d'emprisonnements infligées à 75 autres provoquent diverses réactions en France et en Europe. Une campagne est

orchestrée contre Cuba. Pouvez-vous rappeler les faits qui ont conduit le gouvernement cubain à prendre ces mesures exceptionnelles ?

R. A. : Dénoncer de supposées arrestations massives ou critiquer les conditions de détention de prisonniers à Cuba est une expression de mauvais goût lorsque l'on sait que précisément ici se trouve la base de Guantanamo, une immense prison où sont enfermés - y compris des citoyens européens -

condamnations à mort !

R. A. : En ce qui concerne l'affaire des trois individus qui ont détourné le bateau, on peut croire à la sincérité de ceux qui s'opposent à la peine de mort. Je respecte les personnes qui, pour des raisons religieuses, philosophiques ou éthiques s'opposent à toute application de la peine de mort.

Je déplore par contre que certains d'entre eux ne soient pas assez conséquents pour s'y opposer lorsqu'elle va au-delà de

se sont vraiment senties en danger de mort. Il y avait aussi des enfants à bord, etc.

Au moment de cet incident, 7 autres opérations de ce type avaient eu lieu au cours des 7 mois précédents et les autorités en avaient fait avorter d'autres.

Mais il y avait eu des déclarations de hauts fonctionnaires étatsuniens qui introduisaient un élément totalement nouveau : « Ces faits - avaient-ils dit - sont des menaces

que les États-Unis non seulement ne sanctionnent pas leurs auteurs mais les récompensent.

Que s'est-il passé juste après ? Il y a eu deux cas. Pour la première fois dans l'histoire, le Ministère public des États-Unis a formulé une accusation contre un auteur de détournement. Dans le second cas, ils ont rendu l'embarcation, ont ramené à Cuba les personnes enlevées et tous les auteurs du détournement. Jamais auparavant cela



des centaines de personnes sans le moindre droit, sans même que l'on connaisse leur nom, sans accès à un avocat, sans présentation de charges. Je crois qu'en réalité, ils nous ont utilisés pour parvenir à un effet génial : que l'on parle de 75 personnes dont on connaît les noms, qui ont été arrêtées à Cuba tandis que l'on ne sait pas combien de milliers de personnes, dont des Européens sont, en ce moment, torturés, exécutés, dans divers coins du monde y compris à Cuba, où - dit-on - ils sont 700 loin des regards du monde dans une base étatsunienne. Face à cela, il y a une complicité pratiquement totale du monde entier.

son application dans le cadre de la justice. Tous les jours, des gens sont tués par la faim, la misère, plus que toutes les personnes qui encourent cette peine dans le monde entier. Dans certains pays en Amérique Latine, la peine de mort n'existe pas, mais des escadrons de la mort sévissent. On y tue, tous les jours, plus d'enfants que le nombre de personnes qui ont été condamnées à la peine de mort, ces dernières années à Cuba.

Dans cette affaire, il s'est agi d'une prise d'otage, d'une action terroriste, de personnes dont les vies étaient en péril. Il y avait même des otages français. J'ai rencontré ces jeunes femmes, j'ai pu entendre leur récit, le couteau sur la gorge, les menaces, elles

Il y a tout de même des

contre la sécurité nationale des États-Unis ». Que diantre cela veut-il dire dans le monde d'aujourd'hui ? C'est la guerre ! N'est-ce pas une menace future et hypothétique contre les États-Unis qui a justifié la guerre contre l'Irak ? Et dans ce cas-là, point n'était besoin d'inventer quoi que ce soit : le détournement a eu lieu, le bateau, l'avion sont arrivés aux États-Unis. Pour simplifier, nous pouvons dire que c'est une menace qui pèse sur 11 millions de Cubains. Il est très facile de mettre sur pied une provocation puisque l'affaire de l'émigration illégale depuis Cuba est organisée comme une contrebande depuis Miami.

En réalité, si ces opérations ont lieu c'est parce

n'avait eu lieu. C'est vraiment une contribution pour que cesse ce type de pratique. Nous sommes arrivés à contraindre les États-Unis à agir de manière correcte parce qu'il y a des gens qui se rendent compte qu'une telle pratique ne convient pas à la société étatsunienne.

En aurait-il été ainsi si nous n'avions pas agi avec la sévérité exceptionnelle à laquelle nous avons eu recours ? Cela reste à prouver.

On parle d'un fort mouvement de dissidence à Cuba. Qu'en est-il ?

R. A. : La fabrication d'une opposition intérieure à Cuba est financée et dirigée par les USA. C'est vrai depuis plus de 40 ans. Maintenant, les États-

Unis le proclament de manière plus ouverte, provocatrice.

Dès le printemps 1959, le « Projet Cuba » qui a fait l'objet d'un rapport officiel en octobre 1961 prévoyait : « Création d'une organisation d'exilés pour couvrir les opérations de la CIA et création à Cuba même d'une opposition qui serait alimentée par une aide clandestine extérieure » et précisait : « La main du gouvernement des États-Unis ne doit pas apparaître. »

On trouve aujourd'hui sur le site Internet de l'Agence Internationale pour le Développement, l'AID, un « Projet Cuba ». Même le nom qui définit la stratégie et la tactique que l'impérialisme emploie contre Cuba n'a pas changé. On peut trouver sur ce même site le détail chiffré des sommes allouées à chaque organisation, chaque groupe et chaque institution.

Les États-Unis ont décidé de créer cette opposition car elle n'existe pas. Mais, elle ne peut acquérir aucune crédibilité car ses liens avec Washington sont connus.

Une nouvelle administration s'est installée au pouvoir aux États-Unis. Pour la première fois, elle a dans ses rangs deux douzaines d'éléments d'origine cubaine, de ce que nous appelons la « mafia de Miami », un ramassis de partisans de l'annexion de Cuba et de terroristes. C'est le cas du fameux Otto Reich mais ce n'est pas le seul.

Pensez-vous sérieusement que les USA nement d'intervenir militairement contre Cuba ?

R. A. : Les États-Unis s'arrogent peu à peu plus de facultés grâce à l'obséquiosité dont font preuve des pays chaque jour moins indépendants comme les pays d'Europe. La guerre contre l'Irak est l'expression concrète de cette situation.

Cuba est sur la liste des pays que les États-Unis considèrent comme leurs ennemis. Ces éléments de la droite étasunienne et de l'extrême droite d'origine cubaine ont travaillé, avant l'attaque contre l'Irak, à la création des conditions pouvant faciliter l'agression contre Cuba.

Ils tentent de faire croire que Cuba fabriquerait des armes de destruction massive même si Carter l'a

démenti après sa visite chez nous. Dans la seule manifestation organisée pour soutenir la guerre en Irak à Miami, le mot d'ordre était « l'Irak maintenant, Cuba après ».

2001, la première année de l'administration Bush, est aussi l'année où sont condamnés les 5 Cubains actuellement détenus aux États-Unis pour avoir pénétré des organisations terroristes ayant leur base à Miami. Leur mission était d'informer Cuba des mauvais coups se préparant contre elle et de nous aider à les prévenir.

Le gouvernement des États-Unis reconnaît qu'il y a des terroristes sur le sol étasunien et que, non seulement on ne les arrête pas mais qu'on les protège contre ceux qui pourraient agir contre leurs intérêts. Trois mois après le 11 septembre, au moment supposé où le monde entier s'opposait au terrorisme ! Cela démontre combien il y a d'hypocrisie dans la guerre supposée des États-Unis contre le terrorisme. Il y a de quoi être surpris lorsque l'on voit que l'affaire des 5 est pratiquement passée sous silence aux États-Unis et en Europe. Comme le dit Chomsky, les médias « disciplinés » du monde entier sont arrivés à s'arranger pour ne pas dire un seul mot de cette affaire car, s'ils en parlaient, ils se verraient contraints de dire qu'en ce moment, il y a 5 jeunes détenus aux États-Unis parce qu'ils ont osé combattre le terrorisme.

Par ailleurs, sur la liste des pays appuyant le terrorisme dressée par Washington, Cuba est le seul à être voisin des États-Unis. Il n'y a aucun pays intermédiaire entre nous et les États-Unis. Nous avons une frontière commune en mer. La zone est remplie de bases militaires étasuniennes. Cuba est le seul pays de la liste qui a une base étasunienne sur son propre territoire. Une agression contre Cuba est une question de seconde, on pousse un bouton, c'est tout.

Cuba fait face à une guerre sur de nombreux plans même si elle ne se traduit pas encore du point de vue militaire, avec le grand risque d'être prise dans une dynamique d'escalade qui existe toujours. Comment écarter l'idée que, pour sortir de la situation dans laquelle ils se trouvent en Irak, ils

puissent attaquer ailleurs ? N'ont-ils pas commencé à menacer d'autres pays ? Quand le tour de Cuba viendra-t-il ? Jusqu'à quand Cuba pouvait-elle attendre pour appliquer ses lois qui ont été rendues publiques, qui sont connues y compris parce qu'elles ont été critiquées ?

Et la position de l'Europe dans tout ça ?

R. A. : Les illustres Européens préoccupés peuvent parler des 75, donner leurs noms, mais ils ne savent pas où sont, comment s'appelaient des milliers de personnes qu'ils ont laissés exécuter sans jugement. Maintenant, sont journalistes les personnes auxquelles les médias étasuniens et leurs échos européens accordent cette condition. Il est vrai que Raul Rivero est poète et journaliste, mais cela ne transforme pas tous les autres en poètes et journalistes. Ce ne sont pas ses poèmes qui l'ont conduit en prison. Il s'est vu attribuer des prix pour sa poésie et pour ses articles.

Il y a donc un certain manque de mesure – celle de Montaigne que l'on nous recommandait – dans la position européenne. On peut sympathiser avec les membres de l'opposition créée par les États-Unis, pour des raisons de classe, par exemple. Je comprends l'attitude d'Aznar ou de Berlusconi ; d'eux, je n'attendais pas autre chose. Mais il ne faut pas exagérer. Les atteintes aux droits humains qui se sont bel et bien passées, se passent et vont – au dire même des responsables – continuer à se passer dans le monde occidental et chrétien, n'ont pas eu lieu à Cuba.

Ceux qui n'ont pas le courage de s'opposer à ces violations flagrantes, massives et systématiques des droits les plus élémentaires de l'être humain qui ont lieu aujourd'hui même dans le monde occidental, ceux qui n'ont pas le courage de se dresser contre cela ont perdu une excellente occasion de se taire à propos de Cuba.

Beaucoup de gens peuvent effectivement être trompés, mais, ayons confiance dans ce que disait Lincoln : « Il est impossible de tromper tout le monde tout le temps. »

Suite à l'arrestation et la condamnation de plusieurs dizaines de « dissidents », une intense campagne de propagande et d'intoxication s'est développée sur les atteintes aux droits de l'homme à Cuba.

Cuba : Hasta la victoria siempre ?

Il n'est pas question d'approuver une justice expéditive ou l'application de la peine de mort quelle que soit la gravité des charges. Mais une analyse correcte ne peut être détachée du contexte et doit prendre en compte les antécédents et la complexité de l'affaire.

Pas un enfant sans école

Face à tous ceux qui se sont alignés sur la pensée unique anticubaine, il faut rappeler que, depuis plus de quarante ans, Cuba subit un embargo économique, commercial et financier imposé par les États-Unis. Ce blocus sévère, renforcé par les lois Toricelli et Helms-Burton en violation du droit international, a été accompagné en permanence de menaces et d'agressions de toutes sortes (invasion armée, attentats, actes de terrorisme).

Malgré ce blocus, la révolution cubaine a tout mis en œuvre pour apporter le plus possible de bien-être social, notamment dans les domaines de l'éducation et de la santé. Pas un enfant sans école, sécurité sociale et soins gratuits pour tous les habitants, une recherche médicale reconnue sur le plan mondial. Dans une étude comparative, l'UNESCO a souligné que les enfants cubains des deux dernières années du primaire avaient deux fois plus de connaissances en langage et mathématiques que ceux des autres pays d'Amérique Latine.

« Après l'Irak, Cuba »

Les États-Unis, qui viennent de s'arroger le droit d'imposer, par la force, à un pays, le régime qui convient le mieux à leurs intérêts et à leurs visées impérialistes, qui veulent établir leur domination sans partage sur le monde, ont franchi un nouveau degré dans leurs attaques contre la révolution cubai-

ne. Grâce au contrôle des moyens d'information sur le plan mondial, à la manipulation de personnes et d'organisations à Cuba même, à des relais européens y compris dans des réseaux considérés comme amis de Cuba. Ils ont élaboré le projet Varela qui vise surtout, au-delà des grandes déclarations sur les libertés, à introduire l'entreprise privée et réta-

tion de confrontation où leur survie et leur indépendance sont menacées.

Un autre monde est possible

Nous ne sommes pas les inconditionnels des décisions du gouvernement de la Havane. Mais le devoir des communistes est de renforcer le soutien au peuple cubain. Il a droit à cette solidarité internatio-



blir l'économie de marché à Cuba. Ils ont installé un nouveau chef de bureau des intérêts étasuniens à la Havane, James Cason, qui a déclaré en décembre 2002 que son but était de convertir sa mission en état-major de la contre-révolution. Depuis son arrivée, il applique son plan, il conseille, forme et finances des « opposants » (souvent déguisés en « journalistes »).

Dans le même temps, les États-Unis refusent des visas aux Cubains qui veulent immigrer légalement et maintiennent en prison cinq Cubains condamnés sans preuve par un tribunal de Miami après un procès inique dont il faut noter que la plupart des médias français n'ont pas parlé. L'objectif des États-Unis est de créer les conditions qui pourraient justifier une agression directe contre Cuba. Cette menace n'est pas à prendre à la légère. Pour toutes ces raisons, les autorités cubaines ont estimé devoir mettre en œuvre les mesures qui s'imposaient, en application de leurs lois, dans une situa-

nale car il est devenu, pour les peuples du monde entier, particulièrement en Amérique Latine (comme le prouve le récent accueil de Fidel Castro à Buenos Aires), un point de réflexion, un point d'ancrage et de référence pour toutes les forces progressistes, pour tous ceux qui luttent pour un monde meilleur.

Depuis plus de quarante années, le peuple cubain a montré qu'un autre monde est possible, certes avec des limites, des lacunes et des erreurs mais aussi avec des avancées qu'à notre niveau nous devons contribuer à consolider dans le cadre de notre lutte commune contre l'impérialisme et pour le socialisme. Comme l'a dit récemment Rigoberta Menchu, prix Nobel de la paix et ambassadrice des Nations Unies : « Les Cubains doivent continuer de rêver à leur patrie et personne n'a le droit de condamner cette île et son peuple ».

Jean-Paul le Marec

Lettre aux députés européens

Cuba solidarité lance une pétition à l'attention des députés européens pour leur demander de donner « une opinion argumentée » sur la campagne orchestrée contre Cuba. Les signataires qui sont déjà nombreux concluent : « Si nous nous apercevons qu'elle n'est fondée que sur une propagande médiatique, sans prise en compte d'arguments contradictoires ou en cas de non réponse de votre part, nous nous engageons à en tirer les conclusions qui s'imposent et à œuvrer autour de nous dans ce sens, en ce qui nous concerne, vous et votre groupe, aux prochaines élections européennes. »

Pour signer ce texte écrire à cubasolidarity@club-internet.fr

Le sommet européen tenu les 19 et 20 juin près de Salonique a marqué un tournant pour le projet de « constitution européenne ».

Constitution européenne Super-État contre les peuples

Le projet de Constitution européenne avance à grand pas. Pourra-t-on se passer de l'opinion du peuple français ?

Le projet de « constitution européenne » a été élaboré pendant les quinze mois de travaux de la « Convention » créée à cet effet, le texte a été transmis aux chefs d'État et de gouvernement. C'est donc désormais à la « conférence intergouvernementale » (« CIG ») qu'il appartient de plancher. Cette dernière devrait s'ouvrir le 4 octobre, et rendre sa copie à la fin de l'année, voire au printemps prochain. Commencera alors la troisième et dernière phase, la plus décisive : celle de la ratification du projet par chaque État-membre de l'UE.

C'est à ce moment que chacun des peuples pourra - enfin - faire irruption dans la redoutable mécanique enclenchée par le consensus des élites européennes. Qu'un seul pays refuse cette ratification, et

tout le bel édifice est par terre. C'est dire à quel point il importe d'analyser les enjeux et les menaces du projet élaboré sous l'égide de Valéry Giscard d'Estaing (nommé président de la Convention lors du sommet européen de Laeken en décembre 2001, sur proposition conjointe de Jacques Chirac et de Lionel Jospin).

Pour un référendum

L'existence même d'une « constitution » européenne équivaudrait, de fait comme de droit, à la disparition de chacun des pays en tant que nation libre de ses choix politiques. Au mieux, les constitutions nationales ne subsisteraient que comme règlements intérieurs régionaux. D'ailleurs, en France, même les fédéralistes les plus acharnés se sont longtemps gardé d'employer le terme de constitution européenne, sachant le tollé qu'il ne manquerait pas de susciter.

Ce n'est que récemment, notamment avec le discours du ministre des affaires étrangères de la RFA en juin 2000, que le tabou a été levé. Le modèle allemand constitue une référence implicite mais omniprésente dans le projet. Si celui-ci devait entrer en vigueur, l'Union européenne se verrait reconnaître les attributs d'un super-État : un président, un ministre des Affaires étrangères, une personnalité juridique internationale. L'architecture institutionnelle conforterait la Commission de Bruxelles en tant que véritable gouvernement (ayant l'initiative exclusive des directi-

La convergence communiste lance une pétition pour un référendum

L'Europe a prévu d'adopter une constitution européenne applicable dès 2004. Quoiqu'on puisse en penser sur le principe, cela engagera l'avenir de peuples entiers pour des décennies. De plus, elle s'imposera aux pays signataires qui devront modifier leur organisation nationale. Dans ces conditions le peuple de France ne doit pas être dessaisi de son pouvoir de décision, c'est une question élémentaire de démocratie. Il doit être informé et consulté par référendum sur le projet de constitution européenne.

(envoyer les signatures au journal)

viés, significativement rebaptisées lois européennes) avec un président adoubi par la majorité simple du parlement européen. La règle de la prise de décision à la majorité, et non à l'unanimité, s'é-

teindrait quasiment à tous les domaines (sauf, provisoirement, à la diplomatie ou à la politique fiscale), permettant que des mesures s'appliquent à tous les États, même ceux qui s'y seraient opposés. En

outre, avec l'inclusion de la « Charte des droits » dans le projet constitutionnel, les droits sociaux français, par exemple, se retrouveraient juridiquement dans le giron de la Cour de justice de Luxembourg.

Il y a enfin ce que les juristes appellent « la compétence de la compétence ». Il s'agit tout simplement de savoir qui tranche, en dernier ressort, en cas de conflit de pouvoir entre l'échelon central (européen) et l'échelon national. Dans le projet de texte, la réponse est claire : c'est encore la Cour de justice européenne qui aurait le dernier mot. Cette dernière disposition verrouille tout l'édifice. Aucun des peuples concernés n'a quoi que ce soit à gagner dans ce qui constituerait un véritable « saut qualitatif » de l'intégration européenne. Dans certains pays (nordiques, notamment), les citoyens sont assurés d'être appelés aux urnes pour ratifier, ou non, le projet de « traité constitutionnel ». Dans d'autres, les gouvernants veulent éviter à tout prix une telle consultation (comme au Royaume-Uni, on comprend pourquoi !). Autant dire que l'exigence, en France, d'un référendum, est particulièrement cruciale.

Il s'agit tout simplement de savoir qui tranche, en dernier ressort, en cas de conflit de pouvoir entre l'échelon central (européen) et l'échelon national. Dans le projet de texte, la réponse est claire : c'est encore la Cour de justice européenne qui aurait le dernier mot. Cette dernière disposition verrouille tout l'édifice. Aucun des peuples concernés n'a quoi que ce soit à gagner

Il s'agit tout simplement de savoir qui tranche, en dernier ressort, en cas de conflit de pouvoir entre l'échelon central (européen) et l'échelon national. Dans le projet de texte, la réponse est claire : c'est encore la Cour de justice européenne qui aurait le dernier mot. Cette dernière disposition verrouille tout l'édifice. Aucun des peuples concernés n'a quoi que ce soit à gagner

PUISQUE JE VOUS DIS QUE CELA EXISTE !

Traitement inhumain des prisonniers

Amnesty international condamne la façon dont sont traités les prisonniers irakiens par les Américains disant qu'ils sont soumis à un traitement « cruel, inhumain ou dégradant, violant le droit international ». Près de l'aéroport de Bagdad, il sont parqués sous des toiles par une chaleur avoisinant les 50° sans possibilités de se protéger du soleil. Ils n'ont de l'eau qu'une fois par jour et ne peuvent se laver. Les États-Uniens n'ont aucun droit à emprisonner qui que soit en Irak.

Viols et meurtres

L'organisation arabe des droits de l'homme au Caire accuse les forces d'occupation anglo-américaines d'avoir violé des dizaines d'enfants et assassinés des centaines de civils irakiens après leur arrestation. 57 cas de viols de femmes et 27 de viols d'enfants ont été recensés. 291 Irakiens auraient été exécutés juste après leur interpellation. Plus de 300 maisons de civils ont été détruites sous prétexte de rechercher des combattants.

Menaces de mort

Après un certain nombre de personnalités, comme Monique Chemillier-Gendreau ou José Bové, c'était au tour de Gilles Munier de recevoir, par la poste, une balle de 22 mm avec la mention « la prochaine n'arrivera pas par la poste »... Gilles Munier anime l'association des Amitiés franco-irakiennes qui intervient contre la guerre et l'embargo depuis de nombreuses années. Il a récemment lancé une pétition demandant un traitement décent des prisonniers irakiens, voire leur libération. Ce genre de menaces contre les militants anti-impérialistes est intolérable. Les coupables doivent être retrouvés.

Palestine :

« Feuille de route » ou « Mur de la honte » ?

La conquête de l'Irak par les dirigeants nord-américains n'avait pas pour seul objectif de contrôler le pétrole.

Il s'agissait aussi de remodeler l'ensemble du Moyen-Orient, en soumettant tous les peuples de la région aux désirs de Washington. Et notamment le peuple palestinien dominé, spolié, dispersé depuis trente ans, qui se bat, à mains nues parfois contre l'armée d'occupation israélienne, la plus puissante et moderne de la région.

Depuis la conquête de Bagdad, le plan américain se met en place, sous le nom de « feuille de route » : journaliers et politiciens français de la droite et du PS nous le présentent comme une marche vers la paix, qu'empêcheraient les seuls « extrémistes » des deux camps. Monsieur Bush en colombe, les bourreaux et leurs victimes enfin réconciliés, Monsieur Sharon sautant au cou d'interlocuteurs palestiniens enfin plus raisonnables : voilà l'image idyllique que l'on voudrait nous

faire accepter. Mais la réalité est tout autre.

L'illusoire « projet de paix »

La « feuille de route » même si elle permet un arrêt temporaire des combats, en échange de la libération de quelques prisonniers palestiniens, ne change rien aux faits :

- Les territoires palestiniens sont parsemés de dizaines de colonies israéliennes, qui contrôlent les terres, l'eau et les routes sous la protection des soldats d'Israël.
- L'armée israélienne a déjà construit 150 kilomètres de murs électrifiés autour des villages de Palestine, et envisage d'en doubler la longueur : tout un peuple enfermé derrière une clôture baptisée « mur de l'apartheid » par les pacifistes israéliens.
- Les villes et les camps de Palestine à Gaza et en Cisjordanie, sont surpeuplés de chômeurs miséreux et de salariés qui n'ont un travail que si les Israéliens leur laissent franchir les

contrôles : un État palestinien créé sur ces bases n'aurait aucun sens, ne serait qu'une hypocrisie, digne des anciens « bantoustans » dans lesquels les racistes sud-africains enfermaient autrefois le peuple noir.

Aucun Palestinien digne de ce nom ne peut croire l'illusoire « projet de paix » américain qui a pour but de garantir la pérennité de la colonisation israélienne en échange de quelques concessions de détail. Les Palestiniens parfois réduits au désespoir, qui résistent comme ils le peuvent, ne sont ni des terroristes, ni des fanatiques intégristes : leur résistance est légitime dans son principe et le restera tant que durera la colonisation en Palestine. En tant que communistes, nous ne pouvons qu'approuver et soutenir cette volonté de résistance à l'oppression : elle est une des composantes essentielles du combat mondial contre l'impérialisme et pour la liberté des peuples.

contrôles : un État palestinien créé sur ces bases n'aurait aucun sens, ne serait qu'une hypocrisie, digne des anciens « bantoustans » dans lesquels les racistes sud-africains enfermaient autrefois le peuple noir. Aucun Palestinien digne de ce nom ne peut croire l'illusoire « projet de paix » américain qui a pour but de garantir la pérennité de la colonisation israélienne en échange de quelques concessions de détail. Les Palestiniens parfois réduits au désespoir, qui résistent comme ils le peuvent, ne sont ni des terroristes, ni des fanatiques intégristes : leur résistance est légitime dans son principe et le restera tant que durera la colonisation en Palestine. En tant que communistes, nous ne pouvons qu'approuver et soutenir cette volonté de résistance à l'oppression : elle est une des composantes essentielles du combat mondial contre l'impérialisme et pour la liberté des peuples.

Francis Arzalier

Pierre Lévy



Irak

Solidaires de la résistance irakienne

Les commentateurs politiques ont parfois des réactions singulières. Ils s'étonnent que les Irakiens s'en soient pris aux Nations Unies. L'ONU serait, d'après eux, le garant du retour à la paix, à la reconstruction du pays et à la restauration de la démocratie. C'est une vision que ne partagent certainement pas les millions d'Irakiens qui, depuis la guerre de 1991 menée sous l'égide des Nations Unies, soumis à un embargo meurtrier imposé par les Nations Unies, ont vu ces mêmes Nations Unies se dégonfler devant les Américains et avaliser l'agression militaire et l'occupation de leur pays.

Quant au représentant de

l'ONU à Bagdad, il faisait partie du cénacle de Condoleezza Rice. Aucun média français n'a fait mention de cette information pourtant intéressante. Aucun non plus ne s'est penché sur l'itinéraire de ce haut fonctionnaire international : Liban, Mozambique, Timor Oriental, Kosovo...

Lorsque Bagdad est tombé, fin avril 2003, plusieurs responsables politiques français ont exprimé leur satisfaction de la fin de la guerre. Voilà qui ne manquait déjà pas d'humour, la première puissance militaire mondiale ayant écrasé un pays qu'elle savait totalement désarmé ! Imaginez un peu qu'en juin 40, tous les Français aient considéré que la guerre était terminée...

Alors aujourd'hui, on peut sangloter sur les « attentats », pointer les islamistes ou le Parti Baas. Mais il y a une réalité : les États-Unis ont attaqué un pays souverain, au mépris des conventions internationales qu'ils prétendent défendre. Ils occupent ce pays et s'y conduisent comme n'importe quelle armée d'occupation : arrestations arbitraires, emprisonnements, tortures, viols sont le quotidien. Les Nations Unies se conduisent en collaborateurs, et comme tel, récoltent ce qu'elles ont semé. Communistes, anti-impérialistes et internationalistes, soutenons la résistance du peuple irakien, et exigeons le départ des troupes américaines.

Caroline Andreani

Tout le monde ne mérite pas d'être fusillé...

En été 1940, dans la France vaincue par les troupes allemandes quelques militants du PCF avaient cru bon de demander la réparation légale de *L'Humanité* aux autorités d'occupation. C'était une erreur politique reconnue par la suite. Mais comme les communistes français restaient des opposants résolus aux nazis et au maréchal Pétain, le journal du PC ne reparut que clandestinement. Et quelques mois plus tard les premiers communistes étaient exécutés par les occupants pour faits de résistance.

Dans l'Irak de 2003, conquis et pillé par les Anglo-Américains, quelques politiciens irakiens ont non seulement obtenu le droit de publier un journal sous la

protection des occupants, mais encore une place dans le gouvernement fantoche nommé par les adjoints de Monsieur Bush. Quelle crédibilité peuvent-ils conserver au yeux de leur peuple, écrasé, spolié et, de plus en plus soulevé ?

Chaque jour la résistance populaire se développe en Irak et des dizaines de soldats US y ont déjà laissé leur vie. Si des troupes polonaises ou espagnoles viennent les aider dans leur sale boulot sur décision de gouvernements qui ont oublié que Madrid et Varsovie furent autrefois occupées et surent résister, elles subiront le même sort. Car tout peuple conquis et exploité a le droit, le devoir de résister à l'oppression.

F.A.



Étatsuniens Go Home

L'occupation de l'Irak par les Anglo-étatsuniens ne se passe pas tout à fait comme on aurait voulu le faire croire. Les Irakiens n'ont pas accueilli leurs « libérateurs » les bras ouverts, loin s'en faut. La résistance irakienne donne du fil à retordre aux occupants impérialistes et on ne peut que s'en réjouir. Les médias ne nous parlent que des attentats spectaculaires mais la résistance est aussi le fait de tout un peuple.

Certains auraient bien voulu nous montrer des scènes d'une foule irakienne en liesse accueillant les « gentils Américains » venus libérer leur pays. Ils auront été en reste ; le peuple irakien, non content de ne pas accueillir les occupants comme il se doit multiplie les actes de résistance.

Subhi Toma, opposant de longue date à Saddam Hussein et militant contre la guerre et l'embargo dès 1990, était à Bagdad en mai dernier dans le cadre d'une délégation sous l'égide de l'Unicef. Il y retournait un mois entier en juillet. Il raconte com-

ment il a découvert l'occupation de son pays : « Je me suis rendu compte que l'Irak était un pays colonisé en passant la frontière. Je savais bien sûr que les USA avaient fait la guerre et occupaient l'Irak, mais de manière abstraite. En passant la frontière, je n'ai plus eu de doutes sur la réalité de l'occupation ; à l'entrée du territoire irakien, ce sont des GI qui contrôlaient les passeports. Le chemin qui mène à la capitale (environ 600 km) est par contre laissé aux mains des bandits de grand chemin. Et ceux qui veulent se rendre à Bagdad organisent des caravanes de voitures pour ne pas se faire attaquer ».

75 partis politiques

La mafia, qui n'avait pas la possibilité de s'exprimer sous le régime du Bass s'est reconstituée si rapidement qu'on se demande si cela est vraiment spontané. « Cocaïne et héroïne ont fait leur apparition et sont vendues aux soldats étatsuniens, souligne Subhi Toma. Les Américains ont recruté, dans le cadre de leur désstabilisation du régime, des trafiquants irakiens qu'ils

ont coiffé de la casquette d'opposants politiques. Ils sont venus avec l'armée américaine et ont perpétré les vols et les pillages sous



la protection bienveillante des chars américains. Les Irakiens racontent même comment, pour une forte somme en dollars, les chars détruisaient complaisamment les devantures de certains bâtiments publics ou magasins pour aider au pillage ».

Depuis la guerre de nombreuses forces politiques se sont reconstituées. Subhi toma précise : « Au moins 75 partis politiques occupent des locaux et ont ouverts des permanences. Beaucoup de journaux circulent. De grandes entreprises étatsuniennes sont arrivées en même temps que les troupes, avec des capitaux énormes pour

lancer des journaux, des chaînes satellites, etc. Il y a trois grands pôles politiques, les partis kurdes, les partis chiites et un mouvement laïc et patriotique qui cherche à émerger. Les partis pro-américains cherchent des soutiens dans la population. Ils jouent sur les besoins et offrent leur protection et leur financement. Les partis kurdes de Talabani, Al Chalabi, Barzani ont énormément d'argent et n'hésitent pas à aider les petites formations dans l'optique d'une recombinaison politique ultérieure. Par exemple, le parti communiste irakien est soutenu par Talabani. Le Bass, lui, est entré en clandestinité. Pour le moment, les Américains laissent toutes les formations émerger et s'exprimer. Ils n'ont sans doute pas encore complètement tranché pour savoir s'ils favoriseront les partis religieux ou les partis laïcs. » C'est ainsi que les communistes participent au gouvernement mis en place par les Américains. « Si d'autres communistes participent à la résistance, le Parti communiste officiel se comporte comme un parti qui soutient l'impérialisme,

affirme Subhi Toma. Les liens de son secrétaire général avec la CIA avant la guerre sont connus. Il est nommé au gouvernement - en tant que personnalité chiite ! - même s'il n'est pas encore membre des 25. En échange, le Parti communiste a accepté de modifier son programme, notamment en ce qui concerne les religions et l'impérialisme, le capitalisme. J'ai ramené avec moi un tract du PCI qui menace d'exclusion tout communiste qui aurait une attitude critique vis-à-vis de la religion. »

« Bâtards, bâtards »

Mais pour Subhi Toma cela n'empêche pas la résistance de s'amplifier. Elle est bien sûr composée d'anciens du parti Baas mais pas seulement. On compte dans ses rangs de nombreux chiites, des kurdes, des nationalistes, des communistes. Même les enfants sont de la partie. Ils marchent à hauteur des voitures et disent aux occupants : « Good, good ». On peut penser qu'il s'agit d'un signe amical, en fait ils disent : « bâtards, bâtards ». Les

soldats étatsuniens sont attaqués toutes les nuits à Bagdad par des résistants. Depuis mai, deux à trois soldats d'occupation meurent chaque jour en Irak. Tony Francks lui-même reconnaît 25 attaques par jour. Comme ce fut le cas en France, en d'autres temps et d'autres circonstances, la résistance irakienne prend de multiples formes. Bien sûr, il y a les attentats largement médiatisés comme celui contre l'ONU ou celle de Nadjaf mais on connaît moins cette résistance qui est le fait de tout un peuple qui désire chasser l'occupant. « Ce sont ces forces-là, celles qui résistent, conclut Subhi Toma qui pourront seules reconstruire l'Irak démocratique de demain. Les Irakiens n'ont pas besoin des USA pour reconstruire une Irak indépendante et souveraine. Il faut chasser les occupants d'Irak. Pour nous démocrates, il est important d'organiser le soutien aux forces laïques, démocratiques et patriotiques irakiennes ».

Patricia Latour

Rendez-vous avec l'économiste Samir Amin dans les pages de votre prochain journal : « *L'idéologie américaine* »

Quel avenir pour le mouvement

Depuis plusieurs années, le Parti communiste voit son influence politique, militante et électorale régresser. Quelles sont, à votre avis les causes de cette régression ?

Francis Arzalier :
La perte d'influence du PCF a des causes objectives : mutations sociales



au détriment de la classe ouvrière des grandes entreprises, disparition et discrédit de l'URSS et de ses alliés, etc. Mais la cause essentielle de sa dégringolade, depuis 81, tient à l'alignement des directions successives du PCF sur les positions « social-libérales » et impérialistes du PS, par pur opportunisme et goût du pouvoir.

Freddy Huck :
Cette régression a des causes multiples et complexes. La cause principale est le combat de classe acharné que mène la



bourgeoisie au niveau mondial et national, dans le cadre de la crise de son système capitaliste, pour briser les avancées sociales progressistes et démocratiques des peuples issues de leurs luttes. Les reculs imposés aux peuples engagés dans des expériences de construction du socialisme s'inscrivent dans ce cadre. Si cette toile de fond est essentielle, les directions successives du Parti communiste ont des responsa-

bilités fondamentales. Leurs abandons idéologiques, politiques et organisationnels, inscrits dans des démarches dominées par les conceptions social-démocrates et libérales, ont amplifié nos reculs.

Bruno Drweski :
Les causes principales de la régression du communisme en France sont dues à l'abandon depuis plus d'une dizaine d'années du rôle du PCF dans la formation d'une pensée politique critique et élaborée. Le PCF a cessé d'être une école de pensée et d'activité politique globale, organisée, disciplinée et il en a payé les conséquences ultimes.

À cette situation, s'ajoutent les effets de la désagrégation partielle du mouvement communiste international. Les dirigeants du PCF n'ont que très rarement analysé les expériences qui ont précédé celle de leur parti, répétant souvent leurs erreurs. Il n'y a pas eu de volonté de voir pourquoi certains partis communistes se désagrégeaient, tandis que d'autres résistaient mieux, voire connaissaient un développement.

André Gerin :
La direction du PCF a prolongé, depuis de longues années, les tactiques d'alliance en désaveu. Elles ont mené à l'échec par une posture institutionnelle d'adaptation au système politique présidentiel. Les premiers craquements s'expriment à la signature du programme commun en 1972, la rupture de 1977, tous les éclatements du Parti, depuis juin 1984. La mutation et la transformation de la participation gouvernementale en stratégie, ont accéléré la chute et ont favorisé l'échec. En trente ans, la vie politique a dérapé vers le présidentielisme, la bipolarisation, l'élitisme

me et les mondanités. L'américanisation de la vie sociale a fourni le terrain du populisme et de la lepnisation des idées et nous sommes marginalisés. Malgré ces échecs et cette situation politique, les idées révolutionnaires sont en baisse. Il y a des centaines de milliers de communistes potentiels. C'est avec eux, l'électorat populaire et intellectuel que l'on trouvera les réponses audacieuses, modernes, en dehors de tout calcul de pouvoir, de luttes de places, de mesquineries qui deviennent dérisoires et suicidaires.

Quelles en sont, de votre point de vue, les principales conséquences ?

Henri Martin :
Les conséquences ont été multiples : départ massif



des adhérents ; démotivation de ceux qui restent ; rejet de plus en plus important de nos électeurs, faisant tomber notre score aux présidentielles à 3,37 %, le chiffre le plus bas de toute l'histoire du Parti ; absence dans les luttes, accentuée par la liquidation totale de notre théorie, interdisant de combattre efficacement l'idéologie capitaliste de démobilité des forces populaires. Tout cela a permis à la droite de revenir au pouvoir et de passer à l'offensive de renforcement du capitalisme tous azimuts.

André Gerin :
C'est le manque d'alternatives au capitalisme. Les principales conséquences ont des effets catastrophiques sur la population. Cette faiblesse a permis au patronat et à la droite et ceux qui veulent l'adapt-

tation au libéralisme, de porter directement ou indirectement atteinte aux droits sociaux des salariés, aux missions régaliennes de l'État. Elle a permis aussi, une accélération de la mondialisation capitaliste où 90 % de l'humanité vit dans l'inégalité. En effet, pour reprendre une expression, on ne fait pas la même politique avec un Parti communiste qui porte le fer de la contestation sociale, et un PCF affaibli pour avoir abandonné le combat de la transformation sociale.

Jean-Jacques Karman :
La conséquence est l'absence du Parti communiste, révolutionnaire, sur le terrain de la lutte des classes, alors que dans la période précédente, malgré de lourdes faiblesses idéologiques, le PCF jouait un rôle au service de notre peuple. Sa collaboration au gouvernement social-libéral et sa trahison, notamment sur les privatisations et les luttes sociales, ont permis à la bourgeoisie de remodeler tout son dispositif d'exploitation au mieux de ses intérêts.

Comment analysez-vous les récents résultats électoraux du PCF ? Cela signifie-t-il que la sensibilité communiste recule en France ?

Henri Martin :
Le PCF a reculé parce qu'il n'a plus parlé de la possibilité de construire une société supérieure au capitalisme, et qu'il s'est aligné sur les thèses social-démocrates, c'est-à-dire essayer de corriger les excès du capitalisme. Mais devant les réalités des buts du régime capitaliste - l'accapement par une minorité des richesses produites par la majorité -, les sondages montrent qu'un pourcentage important de citoyens, principalement des jeunes, aspirent à une autre société que le capitalisme, que beaucoup qualifient de société communiste.

Jean-Jacques Karman :
Les 3,4 % du candidat du PCF à l'élection présidentielle représentent l'état actuel du PCF, dans la société française ; mais cela ne peut être synonyme de l'état de l'idée communiste en France. Les différents mouvements d'extrême gauche se réclamant du communisme ont réalisé à cette même élection présidentielle plus de 10 %. Si on prend en compte la forte abstention dans les milieux populaires, en particulier dans les milieux ouvriers, on ne peut pas dire que l'idée communiste est en recul en France. Elle est seulement mal ou pas représentée.

André Gerin :
Les résultats électoraux du PCF sont des indicateurs tangibles depuis le début des années 1970. Leur baisse commence avec la démarche programmatique et la volonté d'être présentable sur la scène politique. Depuis plusieurs années, l'analyse sérieuse et pointue des résultats démontre : une forte abstention de notre électorat, l'électorat populaire ou un basculement sur des votes extrême-gauche, voire en partie vers le Front national.

Ces trois derniers faits révèlent une potentialité si nous retournons dans les quartiers et les entreprises. La sensibilité communiste va reprendre du sens dans la mesure où le capitalisme est en perte de crédibilité et de légitimité. Ce qui a fondé les valeurs du communisme et du socialisme reste toujours d'actualité.

Considérez-vous que le 32^e congrès du PCF a été un événement politique ? Quel bilan tirez-vous de ce congrès ?

Freddy Huck :
Le congrès en lui-même n'a pas été un événement politique. Il a été dominé par des opérations politiques menées par la

direction pour sauver quelques places ou des positions acquises. Cela n'a plus grand-chose à voir avec notre idéal communiste. De fait, la direction est discréditée. C'est à la fois triste et dérisoire face aux besoins et aux réalités du combat de classe.

Par contre, et c'est ce que la direction actuelle essaie d'évacuer des réflexions, le congrès a été dominé par le vote réalisé en février de cette année, autour de deux textes alternatifs au contenu critique vis-à-vis des expériences passées. Même si ces textes sont loin d'être convergents sur tous les aspects, ils ont par leur existence et leur contenu, par le rassemblement créé, cristallisé des espoirs nouveaux, concrétisés des propositions bien fragiles encore. Cela confirme les potentialités de sauver un véritable Parti communiste en France.

Francis Arzalier :
Le 32^e congrès a malheureusement confirmé l'ancrage du PCF dans ses orientations réformistes ; il a aussi, me semble-t-il, confirmé qu'il était illusoire d'attendre un retour à des analyses, et surtout à des pratiques révolutionnaires. Les dirigeants ne se distinguent, ne s'opposent entre eux que par leur complaisance plus ou moins grande pour le libéralisme, et par de petites ambitions concurrentes. Ils n'ont ni l'envie ni la capacité de reconstruire un parti révolutionnaire. Ils ont par contre les moyens de contrôler indéfiniment la direction du PCF, quitte à mépriser totalement ceux des adhérents encore attachés aux idéaux communistes, et qui s'obstinent à y cotiser par fidélité à leur passé.

Les communistes sont divisés sur l'analyse et la stratégie. Certains pensent qu'il y a encore des batailles politiques à mener au sein du PCF, d'autres que l'avenir du

révolutionnaire en France ?

mouvement révolutionnaire est forcément en dehors de cet appareil. Qu'en pensez-vous ?

Henri Martin :

Dans cette situation où le PCF n'a plus de théorie, balayée comme ringarde au cours des dernières années, il est normal que les communistes soient divisés. Le 32^e congrès a totalement érudé le débat nécessaire entre communistes pour comprendre comment le PCF en était arrivé à perdre son autonomie et à devenir concrètement une force d'appoint de la social-démocratie pendant des années. Ce débat doit obligatoirement avoir lieu pour refonder théoriquement une identité révolutionnaire.

Il doit avoir lieu entre tous les communistes, ceux qui ont quitté le PCF et ceux qui sont toujours membres, pour reconstruire dans l'action un parti de classe où le courant révolutionnaire redeviendra majoritaire.

Jean-Jacques Karman :
Pour ma part, je suis partisan du retour aux sources du communisme révolutionnaire, appliqué aux



conditions de la lutte de classe d'aujourd'hui, et de son corollaire, le retour au droit de tendances : un Parti communiste rassemblant toutes les sensibilités communistes prendra tôt ou tard la place du PCF. Croire que l'on peut faire une croix aujourd'hui sur le Parti communiste et sur ses militants (en particulier les 23 % qui ont voté sur le texte structuré sur une base révolutionnaire), ce serait créer un énième groupe à l'image par exemple, du

groupe de Rolande Perlican qui n'a aucune prise réelle sur la lutte des classes. Ce serait stériliser les forces révolutionnaires et l'idée communiste.

André Gerin :

Oui le PCF a de l'avenir, de par son histoire, son enracinement, son lien historique avec le peuple. L'une des raisons de notre chute électorale dans la dernière période fut le refus de la direction d'entendre, d'écouter les militants de terrain. La direction s'est entêtée à défendre une ligne réformiste.

Le mouvement social, altermondialiste, la rencontre du Larzac, sont les preuves tangibles des potentialités humaines pour construire une alternative politique anticapitaliste. Qu'on le veuille ou non, la gauche est traversée par deux courants réformiste et révolutionnaire. Il n'y a aucune raison que le PCF ne retrouve pas son rôle en toute autonomie et indépendance. Il faut le reconquérir.

Bruno Drweski :

Il ne faut pas avoir de jugement dogmatique ou affectif sur la question du devenir de ce qui reste du PCF. Les révolutionnaires conscients et organisés doivent être là partout où il y a des révolutionnaires dispersés, ou des révolutionnaires potentiels, dans le PCF comme hors du PCF, chacun agissant là où il est le mieux inséré. L'expérience des autres « eurocommunistes » a prouvé que la multiplication de groupes dissidents hors du « parti-mère » ne mène en général à rien, si la création d'un de ces groupes n'est pas précédée par une lutte politique massive dans le pays, et au pire dans le seul Parti. Aujourd'hui, il y a sans doute lutte de classe renouvelée en France, et cette lutte de classe se manifeste également au sein des organisations de gauche ou issues de la gauche, le PCF ne faisant pas exception. Il faut donc pouvoir être dedans et dehors tant que la lutte n'a pas tranché. Cette approche correspond d'ailleurs

à l'histoire des mouve-



ments révolutionnaires : il faut savoir profiter des batailles sociales et politiques pour éveiller une réflexion là où elle peut émerger.

Quels sont, d'après vous, les fondements idéologiques sur lesquels rebâtir un mouvement révolutionnaire en France ?

Francis Arzalier :

Ce futur mouvement révolutionnaire ne peut en aucun cas se réduire à la constitution d'une tendance contestataire à l'intérieur de ce qui reste du PCF. Il ne pourra se réaliser que si tous les communistes authentiques, aujourd'hui dispersés, s'unissent, conscients de leurs diversités, sur la base de quelques choix fondamentaux :

- La société en France et ailleurs se divise plus que jamais en exploités qui vivent de leur travail, et exploités qui en tirent profit. Le rôle des communistes est de se situer dans la lutte des classes, de l'animer, de dépasser les choix moraux et humanitaires.
- La lutte contre l'impérialisme est essentielle, qu'il soit américain ou français, et la solidarité avec les révolutionnaires du monde entier, au-delà des discours creux sur la liberté (pour qui ?) et les droits de l'homme (celui d'être exploité ?).
- Le capitalisme fait plus que jamais la démonstration de sa nocivité en inégalités croissantes et guerres. Notre objectif stratégique est donc de le détruire et de construire une société socialiste débarrassée de l'exploitation de l'homme par

l'homme.

Ces principes une fois affirmés, les communistes sont divers et leur diversité est une richesse à accepter.

Freddy Huck :

Pour ma part, deux fondements idéologiques me paraissent essentiels. Nous sommes avant tout, anticapitalistes et anti-impérialistes. Cela suppose bien des engagements idéologiques, des orientations stratégiques et tactiques, des formes d'organisation révolutionnaires, et la définition d'un programme communiste.

André Gerin :

Tout confirme la validité des bases théoriques du marxisme. C'est plus actuel que jamais. Un travail renouvelé sur Marx et le communisme dans les milieux intellectuels est possible.

Il est nécessaire d'approfondir nos analyses de classe en intégrant l'évolution du mode de produc-



tion et de la mondialisation capitaliste.

De même, la relance du travail théorique et philosophique est nécessaire.

Les bases de ce travail doivent être l'émancipation contre les fléaux du capitalisme qui sont : la misère, la faim, les guerres. Elles doivent se démarquer résolument du système politique actuel.

Revenir aux fondamentaux, le capital, le travail, l'exploitation, la plus-value... en se projetant dans les conditions humaines, sociales, politiques, écologiques, militaire du contexte mondialisé appelle un nouvel internationalisme.

Francis Arzalier

est historien et un des animateurs de Poles Rouges Vifs.

Bruno Drweski

est universitaire et rédacteur en chef de La Pensée.

André Gerin

est député-Maire de Vénissieux.

Freddy Huck

est militant syndicaliste et l'un des responsables de la Convergence communiste.

Jean-Jacques Karman

est Conseiller général de la Seine-Saint-Denis et un des animateurs de la Gauche communiste.

Henri Martin

est vétéran du PCF et l'un des responsables de la Convergence communiste.

Une réaction d'Aline Pailler

J'ai bien lu votre proposition.

Je répondrai sans répondre, mais j'aimerais que cette contribution soit publiée.

Je suis très étonnée par le titre même de votre « table ronde ». En effet, alors que pour ma part, et nous sommes très nombreux dans ce cas, je suis de plein pieds et avec passion dans les mouvements sociaux depuis celui des retraites jusqu'à celui des intermittents, je ne vois pas le lien que vous pouvez espérer entre « le mouvement révolutionnaire en France » et « le Parti communiste après le 32^e congrès » !

Je vous avoue avoir très vite, à regrets, perdu tout espoir dans le 32^e congrès. Je dis à regrets, car je garde un très grand respect pour les militants du PCF. Mais voilà, ils n'ont pas su faire le travail nécessaire en interne pour orienter leur parti et ce depuis de nombreuses années. Je parle essentiellement de la « gangrène » de son appareil. Les dirigeants de l'après 32^e congrès étant encore plus illégitimes que tous les précédents !

Je n'ai donc aucune raison de répondre à vos questions telles qu'elles sont posées, tant elles me paraissent déconnectées de la réalité des luttes et de ce que qui représente un espoir révolutionnaire aujourd'hui. Je suis très étonnée que vous en soyez encore à ce stade de votre réflexion politique. En effet, cette analyse du 32^e congrès n'a d'intérêt que du point de vue historique. Ce n'est pas pour moi le sujet d'un débat pour un journal « manifeste » qui, je suppose, veut être dans la vie et dans l'action. Ce que vous proposez aurait sa place dans une revue politique de fond et avec des chercheurs plus qu'avec des militants.

En espérant plein succès à ce nouveau titre, nous en avons bien besoin, je vous renouvelle mes amitiés militantes.

Aline Pailler



Quelques aspects de la lutte idéologique aujourd'hui

Je me propose de parler de nous, c'est-à-dire des intellectuels. Non pas des intellectuels en général, qu'il serait fort malaisé de définir, mais de nous, intellectuels qui nous réclamons du marxisme ou qui nous disons marxistes, donc révolutionnaires, les deux termes étant par principe équivalents.

Si on les a séparés, ce n'est pas de ma faute. La question d'où je partirai est la suivante : est-ce que, en raison justement de cette équivalence, nous voulons encore aujourd'hui transformer le monde ou participer à sa transformation ? Le préalable consiste à nous demander : quel monde devons-nous transformer ? Ce qui nous conduit à interroger les représentations, c'est-à-dire l'idéologie, dont je rappelle qu'Ernst Bloch, dans son Principe Espérance, la définissait comme étant « l'harmonisation prématurée des contradictions sociales ».

Je dis tout de suite mon sentiment qui repose sur le constat d'un double retard, de notre fait, ce « notre » s'entendant collectivement. Il s'agit d'un retard par rapport à l'idéologie dominante, le libéralisme, et d'un retard sur le réel lui-même et la conscience encore diffuse qu'en prennent les travailleurs. D'un mot, nous ne sommes pas à la hauteur des tâches qui sont les nôtres ou que nous devrions remplir. Permettez-moi de me référer à deux périodes successives, celle de trop d'idéologie et celle de pas d'idéologie. Durant les années 68-70, on a eu affaire à une véritable inflation qui se traduisait par la multiplication des -ismes : stalinisme, trotskisme, althussérisme, gauchisme, maoïsme, révisionnisme, etc., et les affrontements auxquels elle donnait lieu avaient ceci de particulier qu'ils se produisaient au sein du même camp, ou de la même famille de frères ennemis.

Comparée à cette période, la nôtre : est tout à fait différente. Je la caractérise par la métaphore des « trois murs » du mur de Berlin au mur du silence,

qui dissimule le mur de l'argent. C'est ce qu'on a appelé « la fin des idéologies ». L'expression, due à un intellectuel, qui n'appartient pas à la catégorie que j'ai retenue, qui est un idéologue au service du Pentagone, donc de l'autre « camp », n'est pas dénuée d'intérêt. Elle enregistre littéralement un trait fort de notre situation, savoir que la fin des empoignades n'est pas uniquement due à l'effondrement des pays du socialisme dit réel, et donc à la disparition du principal concurrent du capitalisme, qui valait ce qu'il valait, mais bien au constat d'une fin, puisque seule demeure en piste l'idéologie libérale. Cette fin, accompagnée de tant de louanges sur l'assimilation marché-démocratie, n'a rien d'une déclaration de principe ou d'une décision philosophique, comme on l'a parfois cru. Elle correspond très exactement à la phase de développement du mode de production capitaliste, dont Marx avait établi l'hypothèse, quand il parlait du « fétiche automate », de l'équation « A-A' », où l'argent faisait de l'argent, comme le poirier portait des poires. Le règne du capital financier, de la spéculation et de la bourse, dispense de toute référence théorique, fut-elle imaginaire. Elle n'a même plus besoin d'une autre temporalité que celle de la corbeille : Fukuyama a raison, c'est la « fin de l'histoire », qui explique la mort de tout « récit », grand ou petit.

Le libéralisme est une doctrine de l'instantanéité. Le projet ou, à plus forte raison, l'action concertée des individus obéissant à un plan, n'y occupe aucune place. Le winner d'aujourd'hui est le loser de demain. J'ajoute que du financier au politique la conséquence est bonne, concernant les individus, soumis à de semblables mésaventures, et également les méthodes : dans nos sociétés la gestion a pris le pas sur la politique. L'absence ou l'effacement partout relevés, et tantôt célébrés, tantôt déplorés, de démarcation entre droite et gauche dans les pratiques de gouverne-

ment, n'ont pas d'autre origine. Les politiques libérales, qu'elles soient conservatrices et réactionnaires ou social-démocrates, un peu plus « sociales », ici, ou, du moins prétendues telles, un peu moins, là, dures ou molles, marchent, par définition, au consensus gestionnaire, qui s'accommodent, pour la galerie, de quelques bémols, présentés comme « alternatives ». C'est pourquoi le libéralisme est l'idéologie de la fin des idéologies. On connaît les ralliements qu'il a provoqués. Je n'évoque que pour mémoire, car ce serait trop facile, ces « révolutionnaires » soixante-huitards convertis en hauts fonctionnaires, en PDG, en patrons de presse ou en députés verts et roses, dont les itinéraires suffiraient à jeter un doute sur la nature de leurs engagements de jeunesse... Foin de ces « plans de carrière », il est assurément plus affligeant de regarder vers tous ceux qui sont demeurés attachés au vouloir de changement social, au sein des formations communistes ou socialistes ou sans appartenance partisane, mais qui, accablés d'une conscience de culpabilité historique, ne sont parvenus ni à mener à terme leur conduite de deuil, ni, et surtout, à rester en éveil critique face au triomphe du libéralisme. L'adoption du vocabulaire de l'idéologie dominante, dont je ne puis parler longuement, reflète avec docilité ces glissements. L'exemple des pays socialistes se précipitant vers la démocratie des supermarchés, sous les applaudissements de l'ensemble du « monde occidental », va dans le même sens. L'énorme succès de vente, d'abord aux E.U., qu'a connu l'ouvrage de Hardt et Negri, est tout à fait révélateur. Ce pavé indigeste a rendu l'éminent service de régler la question des étiquettes. L'impérialisme y prend la figure de l'Empire tandis que les classes se fondent dans la multitude. Du même coup, la conscience malheureuse reprenait des forces et des couleurs, au moment précisément où la

notion d'impérialisme s'imposait pour qualifier la politique internationale du capital et celle de classes pour comprendre les formes émergentes de luttes antisystémiques. La querelle qui, en France, se mesure déjà en kilos de papier imprimé et en tinta-marrés d'invectives, autour de « l'anti-américanisme » est tout aussi éclairante. La « gauche » se trouve littéralement acculée à la défensive face à l'imputation dont se gargarisent les médias qui amalgament anti-américanisme, anti-sionisme et antisémitisme. Faute de, ou plutôt dans, le refus de juger impérialiste la politique des E.U. et colonialiste celle de l'Etat d'Israël, elle s'empêtré dans les filets de l'idéologie dominante, dont elle n'est plus que la vassale.

Car, c'est bien d'impérialisme qu'il s'agit et de la réplique anti-impérialiste qui s'impose. Contrairement à ce que l'on cherche à faire dire au terme d'anti-américanisme, l'impérialisme ne se limite nullement aux seuls E. U., il englobe la « triade », Europe et Japon inclus. Toutefois une distinction s'impose entre impérialisme dominant et impérialismes subalternes. La concurrence qui continue à les diviser ne ressemble en rien à celle d'autrefois, qui pouvait aller jusqu'aux conflits armés, elle ne franchit guère la ligne des déclarations d'intention. On le voit, comme prévu, aux efforts déployés par les « anti-guerre », les Chirac et autres Schröder, pour reprendre leur place dans la sainte alliance, une fois la victoire remportée par le parrain de la Maison Blanche. Et l'Europe, qui n'a rien fait, des décennies durant, pour obliger Israël à respecter le droit international, s'empresse de voter des sanctions contre Cuba.

Que constatons-nous depuis le fameux 11 septembre 2001, qualifié de « bénédiction » par un dirigeant israélien ? Sinon que les E. U. ont définitivement opté pour la guerre comme politique, ou, selon l'expression de M. Bush, « la guerre infinie », qui entraîne la théorie de la «

guerre préventive ». Il convient de retourner la formule si éculée de Clausewitz : la politique est la continuation de la guerre par d'autres moyens. Ce choix est conforme à l'histoire états-unienne. Je n'insisterai pas, sauf pour souligner qu'il est dans le droit fil d'une tradition, conférant à la liberté une valeur centrale.

Quelle liberté ? Celle d'entreprendre assurément, qui ne se préoccupe guère de s'enjouer, qui veut vaincre pour dominer, avant-hier les Indiens, – seul génocide à peu près réussi de l'histoire, hier les Noirs, – toujours objet de discriminations féroces, et, de nos jours, les rouges, auxquels ont succédé les islamistes, étant entendu qu'est chaque fois jugée indispensable l'invention d'un ennemi. Le langage d'un manichéisme infantile est chargé d'habiller de religion la défense et apologie de la propriété. La tradition de la « vieille Europe », en regard, paraît quelque peu différente, en ce sens que la catégorie de l'égalité, – produit des luttes populaires et non tombée du ciel, y joue encore un rôle privilégié, y compris au sein des droites, contraintes de l'intégrer à leurs discours. Sans doute, l'Eden des droits de l'homme où règne le seul échange mercantile, s'emploie-t-il à gommer les différences, en réservant le même sort libéral à l'égalité et à la liberté, une certaine résistance toutefois parvient à se manifester.

Étroitement liés, le discours de la sécurité et le discours du terrorisme entendent interdire toute autre forme d'expression et assurer l'hégémonie militaro-économique de la superpuissance. Dans cette logique, la militarisation s'étend au domaine économique et les politiques libérales démantèlent le public, le national et le social, en multipliant les mesures répressives. Or, c'est justement une telle situation qui rend



vigueur et efficacité aux concepts marxistes. Qui les rend visibles à la fois sur le plan de l'intelligence des contradictions en travail dans le monde, dont nulle autre théorie ne dresse un état satisfaisant, et sur le plan des pratiques en cours d'altermondialisation, si bigarrées soient-elles. J'ai rappelé que les responsables politiques du « camp de la paix » s'empressaient de rallier le vainqueur, mais on ne saurait faire bon marché de l'opinion populaire qui, sous la forme d'un raz-de-marée sans précédent, dans le monde entier, les a appuyés et souvent devancés.

Le temps est donc venu pour les intellectuels qui se disent marxistes ou se réclament d'une gauche digne de ce nom, de s'affirmer comme tels. Au diable culpabilités, prudences et lâchetés, l'exigence de dire à quel camp on appartient fait retour. Elle est ancienne et tient ses lettres de noblesse d'une tradition dont les moments ont eu son nom Voltaire, l'affaire Dreyfus, les guerres du Vietnam et d'Algérie, Sartre, Genet, ou, plus près de nous, Bourdieu. On pourra invoquer tous les post – que l'on voudra, – modernisme, capitalisme, socialisme..., on ne changera rien à ce fait que les rapports sociaux demeurent déterminés par la lutte, par le conflit, et non par le dialogue ou les consensus. S'il est vrai que la vérité « c'est ce qui emmerde », disait le circonspect Valéry, eh bien soyons, avec l'Incorruptible ce coup-ci, ses « surveillants incommodes ».

Georges Labica

Il y a cinquante ans mourait Staline. Deux regards d'aujourd'hui, deux points de vue communistes, pour nourrir la réflexion et le débat.

Staline

un cadavre dans le placard

Qu'est-ce que Staline ?

*Staline est un homme sans importance (Staline, 1927).
Staline est la plus éminente médiocrité du parti (Trotsky).
Staline, c'est Gengis Khan qui aurait lu Le Capital. (Lénine).*

Faut-il sauver le camarade Staline ?

Cinquante ans après sa mort, il ne cesse d'occuper les esprits. Il aura soulevé tour à tour l'admiration et la répulsion. Il aura représenté l'espérance, qu'Ernst Bloch érigea en principe, puis son mécompte. Il aura surtout, en définitive, découragé ses partisans : ses crimes, indiscutables, les ont frappés d'une sorte d'asthénie soutenue par une paresse théorique, une retenue proche de la pusillanimité. Faut-il avoir procédé à une étude conséquente, les impliquant, les communistes se sont désarmés.

Les critiques les mieux fondées ne sont pas venues de leurs rangs à quelques timides et tardives exceptions près. Et il reste toujours et encore à produire l'analyse marxiste d'un régime qui s'en réclamait, une analyse qui ne préjuge pas de ses conclusions et qui considère, par exemple, la structure économique du système qu'il dirigea autrement que par des apparentements et des comparaisons qui en altèrent la pertinence, qu'il s'agisse du « bonapartisme », du « capitalisme d'État », de la formation d'une « bourgeoisie rouge » dont, froidement, on se demande à quoi elle correspond puisque ses membres n'y disposaient pas de la propriété et la nomenclature, héritée de la guerre civile, si elle bénéficiait d'avantages indéniables participait plutôt d'une caste administrative que d'une classe. Quant au « bonapartisme » stalinien, qu'a-t-il à voir avec le modèle que lui imputa Trotsky ? Une vague res-

semblance plus proche de la métaphore que de que de l'énoncé réflexif : Staline n'a pas assagi la Révolution au profit d'une classe dominante, il n'a pas fondé de dynastie, il n'a pas provoqué un dix-huit brumaire contre la République, au contraire, il a proposé sa démission après avoir pris connaissance de la lettre testamentaire de Lénine, etc.

Le « capitalisme d'État », quant à lui, est un ornithorynque qui ressortit de la création d'économistes en mal d'inspiration et tentés par la facilité. Marx et Engels avaient défini le socialisme et indiqué les divers aspects qu'il revêtait. Quoi qu'il en soit, en bazarant le « stalinisme » à la sauvette, les communistes paraissent avoir perdu aujourd'hui leur pouvoir d'imagination et par conséquent leur efficacité. Ils sont devenus les gestionnaires de leurs carences. En effet, ils ne sont pas les produits plus ou moins éloignés du « stalinisme », pas plus que ses rebuts ou ses reliefs. Leur utopie désormais étiolée est menacée d'anorexie localisée. Ils ont perdu l'initiative...

Pire, en renonçant à affronter le complexe stalinien, ils ont récusé des attributs qui les glorifiaient. L'aveuglement a succédé à l'éblouissement. Des dirigeants se sont complus dans des sottises par pure démagogie. Ils ne disputent plus la prééminence des communistes dans le combat antifasciste. Ils ignorent leur propre histoire quand ils ne la méprisent pas. Ils ne se targuent pas du soutien aux guerres de libération nationale décidée par le Komintern dès le début des années vingt. Les

communistes rompaient en cela avec le paternalisme colonial prôné par l'Internationale socialiste au titre de la civilisation occidentale. À leur décharge, il est vrai qu'on n'ausculte pas un cadavre sans répugnance et qu'on ne se livre pas à sa dissection sans compétence et résolution. L'expérience des communistes au pouvoir s'est avérée singulièrement meurtrière.

En révoquant ce qu'on nomme le « stalinisme » par commodité et afin de s'en garantir, à défaut de s'en être prémuni en temps opportun, les communistes se sont abandonnés à une mode. Leur désir de passer à autre chose les prive de leur mémoire, c'est-à-dire de leurs moyens. Leur lecture du XX^e siècle souffre d'un manque de dialectique évident.

Stéphane Courtois a raison : il faut juger le communisme (et en particulier le « stalinisme ») à l'aune de la praxis. L'histoire a

tranché. Mais il ne faudrait pas pour autant minorer les contextes ni récuser le talent dont fit preuve à diverses reprises

Un manque de dialectique évident

Staline, ce qui ne l'exonère en rien de sa propension à résoudre les problèmes auxquels il fut confronté par une violence de masse, très vite commuée en Terreur quasi endémique. La purge, l'épuration participèrent d'une méthode de gouvernement. Torquemada avait établi un nouveau séjour sur les bords de la Moskova. L'État soviétique dirigé par Staline exigeait les preuves du sang.

Mais quoi ? Sous son gouvernement, la Russie aura échappé à son destin de puissance secondaire, à savoir de réservoir mis à disposition d'une Europe occidentale qui la jugulait dans le des-

sein d'exploiter ses matières premières au moindre coût et d'empêcher une concurrence qui, de fait, mettrait à mal sa domination.

À présent, ce temps est révolu. Noam Chomsky, que l'on ne peut suspecter de tendresse pas plus que de complaisance à l'égard de la coercition généralisée, note, au détour d'un entretien que la Russie gagnée à une démocratie pelliculaire, a repris le rôle, résigné, adventice, que lui assignaient les empires d'avant 1917. Elle est redevenue le garant mercenaire d'un système qui ne la flatte que pour autant qu'elle ne s'en distrait pas. Et voilà sans doute, erreur de parallaxe ou non, illusion d'optique ou pas, égarement ou lucidité trompeuse, l'importance revêtue par Staline. Il aura contribué à convertir une faiblesse décidée d'une part et consentie de l'autre en une force inflexible, par la tragédie ; je veux dire



*Staline par Pablo PICASSO (8 mars 1953).
Publication dans les « Lettres Françaises ».*

qu'il sera parvenu à soustraire la Russie aux convoitises impériales ou impérialistes, pour reprendre un vieux langage en cours de regain au prix d'un sacrifice humain et d'une saignée sans précédent qui aura terrassé le corps qu'il souhaitait assainir.

Denis Fernández Recatalá

**Le Matérialisme dialectique et le matérialisme historique, Joseph Staline, collection « classiques », Le Temps des cerises, septembre 2003, 8 Euros.*

Il y a 50 ans mourait Staline, et alors ?

Réduire Staline et le stalinisme à la terreur policière, à la répression de masse, à l'assassinat des communistes : c'est passer à côté de l'essentiel, c'est courir le risque d'une collusion moraliste avec la bourgeoisie. Loin de moi l'idée monstrueuse de considérer les crimes de Staline et du stalinisme, désormais incontestables, comme inévitables ou pire comme acceptables dans la marche au communisme.

Staline et le stalinisme c'est avant tout une politique. Une des pistes pour en comprendre les fondements se trouve dans ce que l'on pourrait appeler les « thèses de mars » en opposition aux thèses d'avril 17 de Lénine.

À la conférence bolchevique du 28 mars Staline déclare : « Le soviét a pris en fait l'initiative des transformations révolutionnaires [...] Mais le gouvernement provisoire a pris en fait le rôle de consolidateur des conquêtes du peuple révolutionnaire. » Ce qui le conduit à proposer une stratégie opportuniste des plus

classiques : « Dans la mesure où le gouvernement provisoire consolide les progrès de la révolution, il faut le soutenir. » Stratégie génératrice de confusion et d'illusion qui fera depuis ses preuves dans d'autres pays dont la France. Mais revenons au Staline de mars 17. Il préconise le compromis historique : « Nous n'avons pas avantage pour l'instant à forcer la marche des événements ». Pour arrêter la guerre impérialiste, que le gouvernement provisoire poursuit, il propose : « de faire pression sur le gouvernement provisoire en exigeant qu'il se déclare d'accord pour l'ouverture immédiate de pourparlers de paix ». Si Staline ne dit pas qu'il faut savoir terminer une révolution bourgeoise, c'est ce qu'il propose en appelant de ses vœux l'élection d'une Assemblée constituante : « seule institution faisant autorité pour toutes les couches de la société et susceptible de couronner l'œuvre de la révolution ».

Voilà la réalité sans fard de Staline et du stalinisme. Il s'agit d'une tendance pseudo-marxiste, centriste

comme disait Lénine, qui s'inclina en avril 17 et qui prendra le pouvoir grâce aux ravages de la guerre civile imposée par les impérialistes, grâce à la défaite de la révolution allemande en 1923, et en s'appuyant sur la montée en puissance de la bureaucratie, seule couche sociale valide après la guerre civile et contre laquelle Lénine mena son dernier et inachevé combat.

La revanche de ce courant centriste et réformiste sur le courant communiste sera marquée par une double destruction politique et humaine. Voilà pourquoi en vivant tel un cancer sur les bases jetées par la Révolution d'octobre, ce courant a assassiné des millions de communistes, a détruit le parti bolchevique et a aidé l'impérialisme dans sa guerre contre l'URSS.

50 ans après la mort de Staline, à l'heure où le stalinisme est politiquement mort, à l'heure des puissantes luttes contre la guerre impérialiste permanente que le capitalisme impose aux peuples du monde, finalement le communisme demeure la seule force capable d'impulser la libération de la barbare dictature du capital.

Émile Fabrol

Neruda...

Presente !



avait établi des barrages voulurent interdire le passage à l'ambulance. Ils arrêterent la voiture, firent sortir le malade et l'obligèrent à attendre sur le bas-côté un long moment avant de se résoudre à le laisser repartir. Ils auraient pu le tuer là, mais sans doute ont-ils hésité à ajouter ce crime à tous ceux qu'ils allaient commettre dans cette journée et dans celles qui suivirent. D'autres auront moins de scrupules et saccageront sa maison de Valparaiso et son domicile de Santiago.

« Le Chili porte des pantalons longs »

Le poète devait succomber quelques jours plus tard, le 20 septembre. Avant de mourir, il aura eu le temps d'ajouter quelques pages à ses mémoires, *J'Avoue que j'ai vécu*, lesquelles se finissent, comme sa vie, par la dénonciation du putsch. « Une nouvelle fois, écrit-il dans la dernière phrase de son livre, *les soldats du Chili avaient trahi leur patrie* ». L'enterrement du président Allende fut quasi clandestin. Seule sa veuve fut autorisée par la soldatesque à assister aux funérailles. L'enterrement du poète, par contre, fut l'occasion de l'une des plus spectaculaires et courageuses manifestations d'opposition à la junte. On se souvient des paroles clamées par le groupe des proches et des camarades réunis autour du cercueil, le poing levé : « *Pablo Neruda... présente !* ». Ce sont des paroles qu'aujourd'hui encore il n'est difficile d'entendre sans frisson. Beaucoup de ceux qui étaient présents dans le cimetière à cet instant seront sacrifiés... et leur geste, tout simple, reste comme le symbole de la dignité affirmée à la

face du déshonneur. Ce sont-là des choses que même ceux qui n'ont pas vécu ces événements peuvent comprendre et ressentir. Bien que – ou peut-être justement parce que –, dans la société où nous vivons aujourd'hui, les notions d'honneur et de dignité font figure de vieilleries particulièrement désuètes. Le capitalisme enseignant chaque jour que le fin du fin est de savoir se vendre... Mais tout peuple (et tout individu) qui se redresse et qui lutte donne un sens nouveau à ces vieilles valeurs de l'humanité, aujourd'hui si dévaluées. Le Chili de l'Unité populaire avait précisément donné au monde entier cet exemple du courage et de la dignité retrouvée. « Maintenant, le Chili porte des pantalons longs ! » proclamait une affiche de l'Unité popula-

ire enneigées et les déserts, la vigne et la mer, le salpêtre et le cuivre, le verre de lait que le nouveau pouvoir fit distribuer à chaque enfant tous les jours dans toutes les écoles et les fresques murales de José Balmes et de ses brigades, les chansons de Victor Jara ou de Sergio Ortega et les vers de Pablo Neruda... De même que nous avons suivi au jour le jour, avec inquiétude, les signes de la contre-révolution fomentée par les milieux réactionnaires du pays, les multinationales et le Département d'État US : l'embargo suite à la nationalisation du cuivre, les manœuvres d'ITT, l'assassinat du général Schneider, les manifestations des femmes des beaux-quartiers frappant sur des casseroles, la grève des camionneurs qui paralysa ce pays tout en longueur...

Nixonicide

Neruda joua un rôle de premier plan dans ces événements. Début 70, Luis Corvalan et les dirigeants de son parti étaient venus le voir, dans sa maison de l'île noire, pour lui demander d'être candidat à la présidence de la République. Il s'agissait d'engager un processus qui devait conduire à une candidature unique de la gauche. Il participa donc activement à la campagne électorale et à la formation de l'Unité populaire.. Une fois la victoire remportée il fut nommé ambassadeur du Chili à Paris. En 1971, il reçut le Prix Nobel. Comme avant lui sa compatriote la poétesse Gabriela Mistral. (Il est l'un des rares écrivains révolutionnaires à s'être vu décerner cette distinction. Ni Gorki, ni Brecht, ni Aragon, ni Amado ou Ritsos... et peut-être est-ce que ce fut aussi un effet de la victoire populaire au Chili). En 1972, il entreprit la rédaction de ses mémoires et renonça à son poste d'ambassadeur pour rentrer au Chili. Début 73, inquiet du tour que prennent les évé-

nements, il écrit le dernier de ses livres de poèmes publiés de son vivant : *Incitation au Nixonicide et Éloge de la Révolution chilienne*. Ce pamphlet est non seulement une contribution à la campagne des élections de mars 73 (qui verront la position de l'Unité populaire renforcée) mais une sorte de dénonciation par avance des putschistes et de leurs complices. Ce petit livre (aujourd'hui introuvable en France et qu'il faudra rééditer) est un grand livre de poésie politique et satirique. Un peu dans la lignée des *Châtiments* de Hugo ou du *Musée Grévin* d'Aragon. « Je dois être, de temps en temps, un barde d'utilité publique », écrit-il dans la préface... « *Et que les esthètes raffinés, s'il en est encore, en crèvent d'indigestion : ces aliments sont des explosifs et du vinaigre à ne pas consommer pour certains. Mais ils seront bons peut-être pour la santé du peuple.* »

Bien sûr, les vers de Neruda n'ont pas permis de faire tomber Nixon ni de conjurer le coup d'État. Mais ce serait ignorer la force de la culture et le poids des mots que de penser qu'ils n'ont servi à rien. Ils ont durablement flétri les adversaires de la révolution chilienne. Et « flétri », ici, n'est pas le participe passé désignant la fleur fanée, mais l'autre verbe, d'origine non latine mais francique paraît-il, qui signifiait autrefois « marquer au fer rouge ».

Le 20 septembre 1973 s'éteignait le poète chilien Pablo Neruda, quelques jours seulement après le coup d'État de Pinochet. Le poète Francis Combes évoque le rôle joué par Pablo Neruda dans cette période cruciale de l'histoire du Chili.

Le 11 septembre 2001, nous avons été nombreux à penser spontanément au 11 septembre 1973, jour du coup d'État de Pinochet. Ce jour-là, les avions et les chars de l'armée réputée loyaliste du Chili, bombardaient, avec le soutien des dirigeants états-uniens, le Palais de la Moneda, tuaient Salvador Allende et mettaient fin à l'expérience de l'Unité populaire. Le jour même du coup d'État, Pablo Neruda, gravement malade du cancer, devait être transporté en ambulance dans un hôpital de Santiago... À l'entrée de la ville, les militaires qui



Francis Combes

Je dis adieu aux autres thèmes

Amour, adieu, à demain les baisers !
Mon cœur, cramponne-toi à ton devoir
Ici je déclare ouvert le procès.

Il s'agit d'être ou de ne pas être :
Si nous laissons le truant se mouvoir,
Les peuples verront leur douleur se perpétuer

Et perpétré le crime du Président
Qui vole le cuivre aux Douanes chiliennes,
Étripant au Vietnam les innocents.

On ne peut pas attendre une semaine,
ni même un seul jour de plus car, bon sang !
C'est pour ses atrocités inhumaines

Qu'au fouille-merde on, fera son affaire.
C'est une fierté pour tout homme pur
Qui reçoit le coup de l'information

Comme un instrument qui dure si dur
D'annoncer enfin justice sur terre :
Et je t'ai cherché, notre compagnon

Pour que s'ouvre le tribunal de sang
Et, bien qu'un poète en soit le champion,
Le peuple a confié la rose à mes dents

Pour qu'avec mes vers et leur vérité
Je châtie la haine et le mal puissant
Du terrible bourreau commandité

Par le concubinage de l'argent

Pour incendier jardin et jardinier
Dans des pays éloignés et dorés.

(in Incitation au Nixonicide et éloge de la révolution chilienne, traduction Marc Delouze, EFR 1973).

La célèbre chanson de l'Unité populaire

La chanson *El Pueblo Unido* reprise dans de nombreuses manifestations du monde entier a été écrite sous l'Unité populaire par le musicien chilien Sergio Ortega avec la collaboration des Quilapayún. Sergio Ortega est l'auteur de nombreux chants révolutionnaires comme celui-ci ou *Venceremos* et de plusieurs opéras dont *Vie et mort de Joaquín Murieta* écrit avec Pablo Neruda. Cet opéra a été joué cet été par l'Opéra national du Chili. Depuis le coup d'État de Pinochet, Sergio vit en France et est toujours resté fidèle à ses idéaux communistes.



Sergio Ortega

Le Neruda de la jeunesse

Le livre *Les Cahiers de Temuco** est un événement pour tous ceux qui aiment la poésie de Pablo Neruda. Dans cet important volume est présenté un ensemble de poèmes jusque-là inédits en français. Ce sont des poèmes écrits en 1919 et 1920, alors que le jeune poète avait seize ans.

Il vivait à l'époque avec sa famille à Temuco, ville de la province chilienne, dont il fréquentait le collège. C'est aussi là qu'il fit la rencontre de la grande poétesse chilienne, Prix Nobel, Gabriela Mistral.

Ces Cahiers, qui ont été récemment retrouvés et publiés en espagnol, témoignent des années d'apprentissage poétique du futur Pablo Neruda.

On y perçoit une sensibilité aiguë, les émois et le spleen de l'adolescence, mais aussi l'influence des premières lectures, notamment de la poésie française symboliste.

Et, même si un grand chemin reste à parcourir pour qu'il devienne le poète du *Chant général* ou de la *Centaine d'amour*, s'affirme déjà chez le jeune poète un tempérament, un souffle et une générosité de l'inspiration qui sont peu communs.

La traduction a été assurée par Claude Couffon qui a traduit de nombreux recueils de Pablo Neruda.

L'édition est présentée par le professeur Farias à qui on doit la redécouverte de ces manuscrits.

* septembre 2003 - *Le Temps des cerises*, éditeurs, 14 €.

Le peuple uni jamais ne sera vaincu - Adaptation de S. Ortega

Debout, chantons, car nous allons triompher
Des drapeaux d'unité s'avancent déjà
Et tu viendras en marchant à côté de moi,
Et tu verras ainsi ton chant et ton drapeau fleurir
La lueur d'une aube rouge annonce déjà la vie qui viendra
Debout, luttons, le peuple va triompher ;
Elle sera meilleure la vie qui viendra ;
À conquérir notre bonheur, et dans une clameur
Mille voix de combat diront,
Chanson de liberté, avec décision ; la patrie vaincra

Refrain

*Et maintenant le peuple qui se hausse dans la lutte
Avec voix de géant, en criant : en avant !*

Le peuple uni jamais ne sera vaincu

La patrie forge à présent l'unité ;
Elle se mobilise du nord au sud
Depuis le salin ardent et minéral jusqu'au bois austral
Unis par la lutte et par le travail, ils iront,
Et couvriront le patrie, leur allure annonce déjà l'avenir

Debout, chantons, car nous allons triompher.

Des millions maintenant imposent la vérité.

Ils sont d'acier, un bataillon ardent, leurs mains à présents

Portent la justice et la raison. Femme, avec force et courage

Tu es ici avec les travailleurs.

Refrain

QUELQUES DATES

juillet 1904 : naissance à Parral, Chili, d'un père cheminot et d'une mère institutrice qui mourra quelques mois plus tard.

1905 : installation en Araucanie (Temuco, Ville de pionniers)

1921 : étudiant en français à Santiago du Chili, participe aux manifestations qui opposent les ouvriers à la police.

1923 : publie « Crépusculaire » à compte d'auteur.

1924 : Vingt poèmes d'amour et une Chanson désespérée

1924-1926 : abandonne les études pour se consacrer à la littérature.

1927-1935 : début de sa carrière de diplomate (consul à Rangoon, Colombo, Batavia, Singapour, Buenos-Aires, Barcelone, Madrid)

1935 : À Madrid, il habite la « Maison des fleurs » où il se lie d'amitié avec les poètes espagnols, Lorca, Alberti, etc. Il publie « Résidence sur La Terre ».

1936-1937 : Guerre d'Espagne, Lorca est assassiné par les Franquistes, Neruda prend partie pour les républicains. Il est relevé de ses fonctions consulaires et part pour Paris où il édite la revue « Les poètes du monde défendent le peuple espagnol », fonde le « groupe hispano-améri-

cain d'aide à l'Espagne », publie « L'Espagne au cœur ».

1939 : suite à la victoire du Front Populaire au Chili, Neruda est envoyé à Paris où il est chargé d'organiser l'immigration au Chili des réfugiés républicains espagnols.

1941 : Neruda est attaqué par un commando nazi au Mexique. Il se rapproche de plus en plus du parti communiste auquel il adhèrera en 1945.

1947 : Videla, président du Chili, organise la répression contre ses anciens alliés communistes. Neruda prend position contre lui et, menacé d'emprisonnement, entre dans la clandestinité.

1952 : rencontre Matilde, qui lui inspirera entre autres : « La centaine d'amour ».

1952-1970 : période d'intense activité littéraire. Neruda est maintenant reconnu partout dans le monde comme un des plus grands poètes de son époque.

1970 : soutient la campagne de Salvadore Allende, qui le nommera ambassadeur du Chili à Paris (1971). Il obtient le Prix Nobel.

1973 : push militaire de Pinochet au Chili, mort d'Allende, saccage des maisons de Neruda par les putshistes, mort du poète.

À VOUS livres !

Histoire populaire des États-Unis

Une Histoire populaire des États-Unis de Howard Zinn (éditions Agone) est un livre qui permet, à la fois, de comprendre la stratégie permanente et la nature du pouvoir politique et économique des USA depuis leur fondation, en 1776. À la lire, on connaît mieux l'étendue, la diversité et l'intensité de la résistance héroïque des populations soumises au talon de fer américain, tels les Indiens, les esclaves noirs et les classes populaires exploitées. Aujourd'hui, à l'heure de l'impérialisme US qui se veut triomphant, l'ouvrage en éclaire les fondements historiques et les luttes qui se développent sur son sol et dans le monde entier contre son hégémonie agressive.

Jean Lévy

Sur les retraites

Dans l'ouvrage, *Les Retraites, des luttes immédiates à une réforme alternative* sont analysés les défis posés par les retraites et précisées des propositions pour une réforme alternative.

Les auteurs examinent les problèmes liés aux luttes immédiates, concernant les modalités des retraites et celles de l'emploi des salariés âgés, en relation avec l'application de la récente réforme. Ce travail important mériterait lecture et débat. Ce livre, coordonné par Catherine Mills et Paul Boccarda est le résultat du travail d'un collectif d'auteurs participant à l'équipe de la revue *Économie et Politique*. Le Temps des Cerises éditeurs, 14 €.

Poésie

Deux recueils de poésie à signaler au Temps des Cerises. *Poèmes Clandestins* (14 euros), de Roque Dalton qui est l'une des figures les plus singulières et attachantes de la poésie d'Amérique latine. Ce jeune poète de talent, aimant la vie, fut aussi un guérillero salvadorien ; il vécut longtemps en exil avant de rentrer dans son pays où il connut une fin tragique, en 1975, assassiné par ses propres camarades. Sa poésie est tour à tour lyrique, politique et d'un sens satirique dont on ne trouve guère d'équivalent que chez Martial ou Brecht. *Cause commune* (18 euros) de Francis Combes. L'ouvrage réunit un ensemble de poèmes à caractère historique sur le cheminement, de l'Antiquité à nos jours, de l'aspiration à la communauté humaine, au communisme, à une humanité réconciliée avec elle-même. Ces textes sont inspirés parfois par des événements, parfois des anecdotes (qui, pour l'auteur, ont valeur de fables) et présentent de nombreux portraits (de Socrate à Ho Chi Minh, en passant par Thomas More, Flora Tristan, Lénine, Rosa Luxemburg, Gramsci et bien d'autres...) L'ensemble n'est pas conçu comme un mausolée ou un musée, mais plutôt comme un monument de « pierres vives », une contribution à une espérance toujours active.

M. Kalachnikoff, « ma vie en rafales »

Réalisé à partir d'entretiens avec la traductrice Elena Joly, ce livre raconte avec simplicité la vie d'un citoyen soviétique dont le nom a fait le tour du monde. Issu d'une famille nombreuse de petits koulaks (d'origine cosaque) il a connu, quand il était enfant, la déportation en Sibérie. Adolescent, il s'est enfilé du lieu de relégation de sa famille pour rejoindre à mille kilomètres de son village natal dans l'Altaï. Ce qui ne l'empêche pas, plus tard au Kazakhstan, de rejoindre les Komsomols, ni de vénérer Staline, comme beaucoup de Soviétiques à cette époque. Quand vient la guerre, il rejoint l'armée pour combattre les hitlériens. Passionné d'armes à feu, il invente l'AK 47, le fusil le plus connu au monde. Il n'a pas fait fortune, n'a pas touché de royalties sur les ventes d'armes, se dit toujours fidèle aux idéaux de Lénine et parle avec sincérité et fierté de sa vie. Communiste, et patriote soviétique, il porte un jugement sévère sur Gorbatchev, Eltsine et sur la situation actuelle de son pays. Une vie pas ordinaire mais dont le récit aide à comprendre le destin d'un peuple.

Le Seuil, collection « L'épreuve des faits », 18 €.

Coup de colère

Jean Lévy vient de publier aux éditions L'Harmattan *Jours de colère - La Guerre américaine contre l'Irak - 20 mars, 1^{er} mai 2003*. Un livre écrit pour passer sa colère quotidienne à suivre l'actualité pendant la guerre US contre l'Irak. Une réaction à chaud aux inepties des medias. Il est vraiment de saines colères.

Le Manifeste

Journal communiste



Parution mensuelle
(sortie le 10 de chaque mois)

**Premier numéro à paraître
le 10 novembre 2003**

**Pour la lutte, la discussion et la formation
Pour que les communistes se rassemblent
Pour que vive un vrai Parti communiste,
révolutionnaire et démocratique
Pour apporter notre contribution aux luttes de classes
Pour combattre les manipulations de l'opinion
Pour défendre un point de vue marxiste d'aujourd'hui**

- **Abonnement pour 11 numéros au prix de 20 €.**
- **Souscription de lancement pour devenir membre fondateur :** permettre au Manifeste d'exister c'est réunir une somme d'environ 50 000 euros (327 000 F), soit 1000 souscripteurs à 50 euros (pouvant être versés en plusieurs fois). Cette souscription de lancement donne droit à l'abonnement et fait de chaque souscripteur l'un des membres fondateurs.
- **Devenir correspondant du Manifeste pour son quartier, sa ville, son entreprise.**
- **Recevoir un dépôt du Manifeste afin de pouvoir le faire connaître et le diffuser autour de vous.**

Le Manifeste,
journal communiste
Numéro de commission paritaire en cours
3, rue de Plaisance 75014 Paris
Courriel : le-manifeste@noos.fr
Fondateurs : Francis Combes, André Gerin, Freddy Huck
Gérante : Caroline Andréani
Rédactrice en chef : Patricia Latour
Maquette : Patrice Morel



Nom : Prénom :
 Adresse :

 Tél :
 Courriel : Je verse : €

Abonnement à 20 E 
 Souscripteur à 50 E
 Correspondant
 Dépôt : exemplaires

*Chèques à adresser, à l'ordre du Manifeste
3, rue de Plaisance, 75014 Paris*